ROYAUME DU MAROC

Ministère de l'Economie, des Finances
et de la Réforme de l'Administration

Rapport d'activité 2020

DIRECTION DES ETUDES ET DES PREVISIONS FINANCIERES

صاحب الجلالة الملك محمد السادس نصره الله

Sa Majesté le Roi Mohammed VI

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS 6
NOS MISSIONS 7
AVANT-PROPOS 10
INTRODUCTION 13
LA DEPF ACTEUR DANS LA GESTION ET LA REFLEXION SUR LA CRISE COVID-19 14
CONJONCTURE, VEILLE ET PREVISIONS ECONOMIQUES 21
CROISSANCE, COMPETITIVITE ET FINANCES PUBLIQUES 29
EMPLOI ET INEGALITES 39
DEVELOPPEMENT REGIONAL 43
INTEGRATION AFRICAINE 47
ENVIRONNEMENT ET DURABILITE 50
RENFORCEMENT DES LIENS DE COOPERATION DE LA DIRECTION 54
PROCESSUS DE MODERNISATION 59

SIGLES ET ABBREVIATIONS

A	
AFD	Agence Française de Développement
ANDA	Agence Nationale pour le Développement de l'Aquaculture
AMO	Assurance Maladie Obligatoire
B	
BAD	Banque Africaine de Développement
BSG	Budgétisation Sensible au Genre
C	
CGI	Code Général des Impôts
CE-BSG	Centre d'Excellence de la Budgétisation Sensible au Genre
CESE	Conseil Economique, Social et Environnemental
CMI	Centre pour l'Intégration en Méditerranée
CVE	Comité de Veille Economique
CEQ	Institut Commitment to Equity
CGEM	Confédération Générale des Entreprises du Maroc
CSU	Couverture Sanitaire Universelle
CA	Chiffre d'Affaire
D	
DEPF	Direction des Etudes et des Prévisions Financières
DG-Trésor France	Direction Générale du Trésor -France
DGM	Direction Générale de la Météorologie
DRPE	Direction de la Recherche et de la Planification de l'Eau
E	
EU-MENA	Union Européenne-Moyen Orient et Afrique du Nord
ENR	Énergies renouvelables
F	
FMI	Fonds Monétaire International
FBCF	Formation Brute du Capital Fixe
FAAMAN	Façade Atlantique de l'Afrique de l'Ouest Allant -du Maroc au Nigéria

G	
GPBM	Groupement Professionnel des Banques du Maroc
GII	Indice Global de l'Innovation
H	
HCP	Haut-Commissariat au Plan
I	
IDE	Investissements Directs Etrangers
ISC	Indicateur Synthétique de Conjoncture
IS	Impôt sur les Sociétés
IR	Impôt sur le revenu
L	
LOF	Loi Organique relative à la loi de Finances
M	
MENA	Moyen Orient et Afrique du Nord
MEFRA	Ministère de l'Economie et des Finances et de la Réforme de l'Administration
MEGC	Modèle d'Equilibre Général Calculable
O	
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
ONDH	Observatoire National pour le Développement Humain
OMPI	Organisation Mondiale de la Propriété Industrielle
ONU	Organisation des Nations Unis
P	
PIB	Produit Intérieur Brut
PLF	Projet de Loi de Finances
PCNS	Policy Center for the New South
R	
REF	Rapport Economique et Financier
T	
TES	Tableau Entrées-Sorties
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
U	
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UE	Union Européenne
V	
VAA	Valeur Ajoutée Agricole

NOS **MISSIONS**

La Direction des Etudes et des Prévisions Financières a pour mission d'étudier la situation de l'économie nationale, ses structures, ses équilibres fondamentaux, son environnement extérieur et de faire toute proposition de nature à éclairer le Ministre de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration en matière de politique financière, économique et sociale.

Elle a pour mission, également d'élaborer les prévisions macroéconomiques qui sous-tendent la loi de finances et de procéder à des simulations d'impacts des différentes politiques publiques.

Pour mener à bien ses missions, la DEPF développe des instruments de prévision et de modélisation et crée les bases de données nécessaires dans le cadre des attributions du ministère.

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2020

La DEPF assure le Secrétariat du Comité de Veille Economique

La DEPF assure le secrétariat du CVE, en coordination étroite avec les autres départements ministériels et parties prenantes. La Direction contribue par ailleurs au débat sur la gestion de la crise à travers, notamment, la participation à l'organisation de plusieurs émissions diffusées sur les chaines de radio et de télévision.

Publication du livre : Analyse des implications du mode d'insertion du Maroc dans l'économie mondiale sur sa croissance et son développement

Réalisé en partenariat avec le Policy Center for the New South, ce travail s'appuie sur une nouvelle grille d'analyse théorique pour la modélisation de l'économie marocaine, à des fins d'explication de son mode d'insertion internationale et de mise en relief des implications qui en découlent sur la trajectoire de développement de notre pays.

CENTER for MEDITERRANEAN INTEGRATION | CENTRE pour l'INTÉGRATION en MÉDITERRANÉE
مركـــز التكامـــل المتوسطـــي

Election du Maroc, représenté par la DEPF, à la présidence du Centre pour l'Intégration en Méditerranée (CMI) pour un mandat couvrant la période 2021-2024

Cette nomination reflète, dans son substrat, la crédibilité et la confiance dont jouit notre pays au sein de cette structure de réflexion de renom à l'échelle méditerranéenne. Pour rappel, le CMI constitue un espace de partenariat et de coopération où les gouvernements, les institutions internationales de développement, les autorités locales et la société civile du pourtour méditerranéen échangent les bonnes pratiques, discutent des politiques publiques et identifient les solutions nécessaires pour relever les principaux enjeux et défis qui interpellent la région méditerranéenne.

2020

Développement d'un instrument de mesure des impacts redistributifs des politiques économiques et sociales au Maroc

Première étude réalisée par la DEPF en collaboration avec l'ONDH, l'AFD et l'Institut Commitment to Equity (CEQ). En appliquant le cadre analytique novateur « CEQ » au contexte marocain, cette étude met en exergue les effets de la politique budgétaire sur la pauvreté et les inégalités au Maroc. Elle traite plusieurs questions importantes en rapport avec la politique budgétaire dont notamment le degré de progressivité des impôts et des transferts, l'ampleur des bénéficiaires directs et indirects des dépenses budgétaires au même titre que le repérage des catégories sociales qui supportent le fardeau de l'impôt.

CEQ INSTITUTE™
COMMITMENT TO EQUITY
Tulane University

Participation au séminaire scientifique de haut niveau dédié à la réflexion et au débat sur le système national d'information et de modélisation

ROYAUME DU MAROC

Académie Hassan II des Sciences et Techniques

A l'initiative du Collège Etudes stratégiques et développement économique de l'Académie Hassan II des Sciences et Techniques, ce séminaire a été organisé en partenariat avec la DEPF, Bank Al-Maghrib, le HCP et l'ONDH. Il a mis en exergue la nécessité impérieuse de développer un système d'information fiable, riche et cohérent, basé sur une nouvelle culture du dialogue et de concertation entre les fournisseurs de l'information et les utilisateurs de celle-ci, pour faire face au défi qu'impose l'essor sans précédent des technologies du numérique.

Obtention de trois cadres de la Direction d'un mastère spécialisé, Action Publique Avancée-MAROC, délivré par l'École Nationale des Ponts et Chaussées et l'Université Mohammed 6 Polytechnique

École des Ponts ParisTech

MOHAMMED VI POLYTECHNIC UNIVERSITY

Il s'agit de Madame El Batoule Alaoui, chargée du suivi de l'évaluation des politiques économiques et sociales, de Monsieur Ilyes Boumahdi, chef du service des activités tertiaires et de l'économie du savoir et de Monsieur Anass Saidi, chargé des études économiques et major de la promotion.

AVANT-PROPOS

Mounssif ADERKAOUI

Directeur des Etudes et des Prévisions Financières

En dépit d'un contexte national et international chargé de défis et d'incertitudes, en lien avec la propagation de la pandémie du Coronavirus, la Direction des Etudes et des Prévisions Financières (DEPF) a poursuivi sereinement l'exécution de son programme de travail durant l'année 2020.

Il a fallu faire preuve d'agilité et de proactivité pour permettre à la DEPF de s'adapter au nouveau contexte dicté par la pandémie, à travers la réadaptation de son mode de fonctionnement, en recourant très tôt au travail à distance et en exploitant toutes les possibilités offertes par le numérique. Cette proactivité apparait également à travers le réajustement de l'angle d'analyse des thématiques abordées dans le programme de travail de la Direction, pour lui permettre d'être en capacité de continuer à éclairer la haute sphère décisionnelle du MEFRA sur les enjeux et les défis nouveaux soulevés par la crise sanitaire mondiale.

A cet effet, la DEPF a eu l'honneur et le privilège d'accompagner les travaux du Comité de Veille Economique, qui a été institué pour suivre de près les développements de la crise sanitaire et y apporter les réponses nécessaires pour en juguler les effets sur le plan économique et social. Elle a mené en parallèle plusieurs travaux d'analyse et de réflexion sur les conséquences actuelles et futures de la crise sanitaire sur l'économie nationale d'un point de vue macroéconomique, sectoriel et social.

Les multiples actions menées par la Direction au cours de l'année 2020 n'auraient pu se concrétiser sans l'engagement indéfectible et la mobilisation exemplaire de ses femmes et de ses hommes. Leur abnégation et leur dévouement au service de leur pays forcent autant le respect que l'admiration. Qu'ils trouvent, toutes et tous, dans ces mots succincts l'expression de ma profonde gratitude et ma grande estime.

LE « TAG CLOUD » DE L'ACTIVITE DE LA DEPF EN 2020

Le « Tag Cloud » ci-dessous restitue les mots les plus fréquemment utilisés dans le présent rapport d'activité. La taille et l'épaisseur des mots varient selon leur occurrence dans le rapport.

INTRODUCTION

Le rapport d'activité de la DEPF restitue les différentes réalisations de la Direction au cours de l'année 2020, et ce conformément aux orientations définies dans le cadre de son Plan d'Action Stratégique 2017-2021. Ce rapport présente également les actions de coopération menées par la DEPF avec ses partenaires nationaux et internationaux ainsi que l'organisation des rencontres scientifiques de haut niveau.

Les travaux réalisés par la DEPF traitent de multiples dimensions qui interpellent la situation macroéconomique, sociale et territoriale de notre pays, au regard des problématiques actuelles et futures en rapport avec la pandémie de la Covid-19.

Dans ce sillage, les travaux de la Direction prennent la pleine mesure des mutations et des reconfigurations qui se profilent et s'inscrivent en parfaite cohérence avec la réhabilitation du modèle de développement national et l'élaboration d'une nouvelle vision stratégique prenant en compte à la fois les enjeux en matière de capital humain, d'innovation, de compétitivité et d'attractivité mais encore de protection sociale, d'inclusivité et de transition écologique et numérique.

Dans ce contexte, le présent rapport d'activité est articulé autour de trois principaux axes.

Le premier axe, regroupant les 7 premiers chapitres, restitue les conclusions des principaux travaux réalisés par la Direction au cours de l'année considérée. Ces derniers couvrent un large éventail de thématiques et d'approches méthodologiques répondant aux développements récents de l'actualité économique nationale et internationale, allant de la crise sanitaire actuelle au développement régional et environnemental, passant par la compétitivité, les finances publiques et les inégalités.

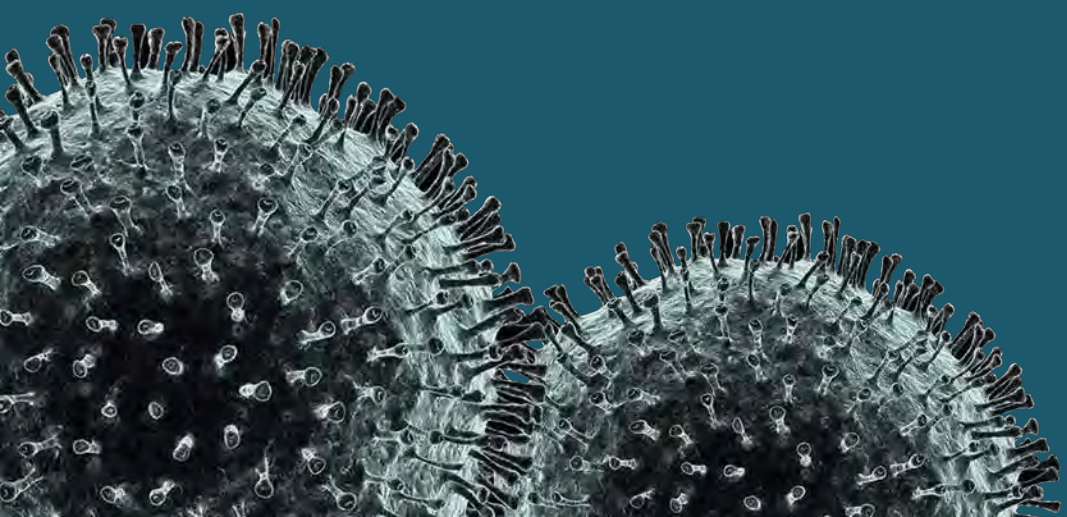
Le second axe traite les actions de renforcement de coopération et de partenariat de la Direction à l'échelle nationale et internationale.

Le troisième axe est dédié au processus de modernisation de la Direction, qui porte sur la valorisation des ressources humaines, l'optimisation du système d'information et le renforcement de la communication digitale. Cette dernière a permis à la DEPF de consolider ses acquis et d'opérer une montée en puissance à travers sa présence sur les différentes plates-formes digitales (Site internet, twitter, Facebook…).

CHAPITRE I

LA DEPF ACTEUR DANS LA GESTION ET LA REFLEXION SUR LA CRISE COVID-19

En plus d'assurer le secrétariat du Comité de Veille Economique (CVE), la DEPF a traité de plusieurs problématiques en relation avec les retombées économiques et sociales de la crise sanitaire de la Covid-19, en l'occurrence, la pauvreté et la vulnérabilité, la dette publique, la recapitalisation des entreprises, l'impact territorial, la couverture sanitaire universelle et la sécurité sanitaire.



CVE

La DEPF assure le Secrétariat du CVE

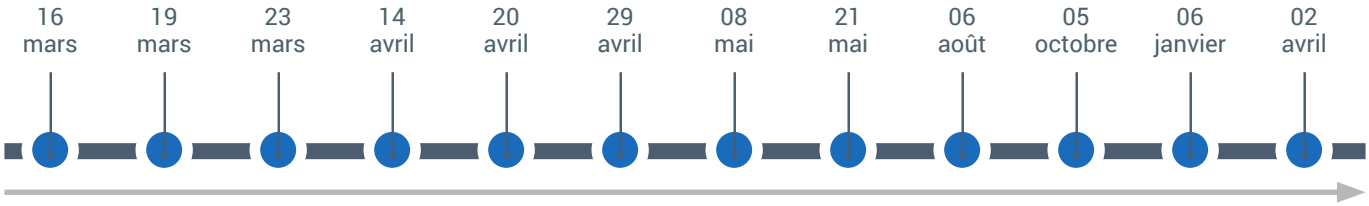
La pandémie de la Covid-19 a entraîné une crise d'une ampleur inédite, face à laquelle le Gouvernement a déployé des mesures d'urgence massives sur les plans sanitaire et économique. Celles-ci visent autant à apporter des réponses de fond aux défis multidimensionnels occasionnés par la crise du Covid-19 qu'à préparer l'économie nationale sur des bases solides pour tirer profit des opportunités qui devraient accompagner le monde post-Covid-19.

Pour ce faire, un CVE a été mis en place le 16 mars 2020, Présidé par Monsieur le Ministre de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration (MEFRA) et comprenant plusieurs départements ministériels, Bank Al Maghrib, le GPBM ainsi que la CGEM. Ce comité est chargé d'une part, de suivre de près l'évolution de la situation économique à travers des mécanismes rigoureux de suivi et d'évaluation et d'autre part, d'identifier les mesures appropriées en termes d'accompagnement des secteurs impactés par la crise.

À cette fin, la DEPF a coordonné les travaux du Comité, en collaboration étroite avec les autres départements ministériels et les parties prenantes, dans un souci d'assurer la cohérence, la qualité et la mise en œuvre en temps utile des mesures adoptées.

Le CVE a tenu, depuis sa mise en place, 12 réunions (voir schéma ci-dessous). Les 6 premières réunions du CVE se sont davantage focalisées sur le déploiement de mesures dans le sens du renforcement de la résistance du pouvoir d'achat des citoyens et celle du tissu entrepreneurial. Les autres réunions du Comité ont été dédiées aux mécanismes destinés à accompagner le redémarrage de l'activité puis la relance économique.

Fréquence des réunions du CVE depuis le déclenchement de la crise du Covid-19



A noter, par ailleurs, la forte participation de la DEPF aux débats sur la gestion de la crise à travers la participation des responsables de la Direction à plusieurs émissions de la radio et de la télévision et l'interaction permanente avec la presse écrite à travers les réponses aux différents questionnements adressés à la DEPF.

Le comité de veille économique : plateforme de réflexion, de concertation et d'actions pour une intervention rapide, pertinente et efficace permettant de faire face à une crise inédite

Le CVE a adopté une démarche d'action autour de cinq objectifs stratégiques :

1. Soutien aux ménages opérant dans le secteur informel dont l'activité a été fortement affaiblie du fait du confinement sanitaire, ce qui permet à ces ménages de subvenir à leurs besoins essentiels.

2. Appui aux entreprises en difficultés pour faire face à leurs engagements afin d'éviter les pertes d'emplois et les faillites, mais aussi en créant les conditions permissives pour un redémarrage fluide lors de la phase post-confinement (stimulation de la demande/investissement).

3. Gestion proactive des réserves de change en vue de permettre au Maroc de disposer de la liquidité nécessaire au bon fonctionnement de son économie, tout en préservant sa capacité à honorer ses engagements financiers vis-à-vis de l'extérieur.

4. Gestion efficiente du budget public, axée sur le renforcement du rôle de la dépense publique comme levier de stimulation de l'économie, la mobilisation efficiente des ressources nécessaires, et ce à travers l'exploitation de toutes les marges de manœuvres possibles pour rester dans des niveaux d'endettement non préjudiciables aux équilibres macroéconomiques.

5. Mise à contribution du système financier pour amortir partiellement le choc de la crise sur les engagements financiers des ménages et des entreprises, tout en préservant ses fondamentaux pour lui permettre d'être en mesure d'accompagner plus efficacement la phase de relance économique.

Partant de ces objectifs, le CVE a structuré son approche d'action autour de trois lignes directrices pour juguler les effets déjà ressentis de la crise et préparer la sortie de ladite crise portant sur :

- Résistance : marquée par des mesures déployées dès le début du confinement afin d'apporter un soutien financier immédiat aux ménages et aux entreprises pour leur permettre de traverser cette phase difficile.

- Redémarrage : fondée sur des mesures menées en cohérence avec la stratégie du déconfinement progressif et ce, dans l'objectif de mobiliser les ressources nécessaires pour le redémarrage et le retour progressif des différents secteurs à l'exercice de leurs activités, en ciblant les interventions permettant d'appuyer en priorité les tissus économiques locaux.

- Relance et réadaptation : interpellent la conception et la mise en place de mécanismes appropriés et ce, pour mettre l'économie nationale sur la voie d'une croissance forte et durable, dans le monde d'après la crise du Covid-19.

IMPACT COVID

Impact de la crise du Covid-19 sur l'économie marocaine : bilan d'étape

La crise sanitaire de la Covid-19 a engendré un bouleversement économique et social inédit, dont la portée et la brutalité sont sans commune mesure avec les épisodes de crise connus par le passé. Les mesures de confinement prises partout dans le monde pour contrecarrer la propagation de cette pandémie ont entraîné un arrêt brutal de l'activité économique partout dans le monde, entrainant dans son sillage des perturbations profondes des chaines d'approvisionnement et une baisse drastique du commerce mondial.

A l'instar de tous les pays, le Maroc est fortement affecté par ce contexte international déprimé. Outre sa vulnérabilité aux chocs induits par la crise du Covid-19, qui se sont matérialisés par près de trois mois de confinement sanitaire obligatoire, le Maroc est confronté à l'impact négatif du déficit pluviométrique sur son secteur agricole.

Dans sa réaction face aux effets de la crise du Covid-19, le Maroc a fait preuve, grâce à la clairvoyance de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI que Dieu l'assiste, d'une proactivité exemplaire qui a permis au pays de contenir les risques liés à la pandémie de la Covid-19 et d'en atténuer les conséquences économiques et sociales.

Dans le but de cerner les principaux contours de la crise sanitaire et ses répercussions actuelles et potentielles sur le l'économie nationale, la DEPF a consacré un rapport de synthèse à cette question. Outre l'examen des développements récents de la crise au niveau international et national, le rapport s'est enrichi de plusieurs éléments de réflexion de nature à permettre au Maroc de se projeter dans le monde post-Covid 19 en anticipant les risques et en saisissant les gisements d'opportunités qui y sont associés.

Impact de la crise sanitaire sur la pauvreté et la vulnérabilité au Maroc

IHNACH HOUSSINE
EL ANSARY ABDENBI

La DEPF a réalisé une étude d'impact de la pandémie de la Covid-19 sur la pauvreté et la vulnérabilité au Maroc, en s'appuyant sur une approche méthodologique innovante et sur les micro-données de l'enquête panel de l'ONDH (vague 2019).

Il ressort de cette étude que la crise sanitaire aurait généré une augmentation conséquente du nombre de pauvres et de personnes vulnérables en 2020, par rapport à l'année 2019, si des mesures de soutien n'avaient pas été déployées par l'Etat. En effet, l'ensemble des mesures prises par les Pouvoirs publics auraient permis d'empêcher plus de 860 mille personnes de tomber dans la pauvreté et près de 1,2 million de personnes de se situer en dessous du seuil de vulnérabilité. Particulièrement, les transferts

monétaires versés aux ménages par le Fonds Spécial Covid-19 auraient permis de sauvegarder entre 554 mille et 835 mille personnes au-dessus du seuil national de pauvreté et entre 700 mille et 1,1 million de personnes au-dessus du seuil de vulnérabilité.

L'étude a confirmé, en outre, l'importance d'accélérer l'opérationnalisation de la mise en place d'un système de protection sociale fort et intégré pour tous les marocains, de se doter d'outils et de mécanismes de ciblage efficients pour assurer une intervention efficace de l'action publique, et plus particulièrement, d'inscrire les exigences de l'inclusivité sociale au cœur des politiques publiques.

Impact territorial du COVID-19 : Réponses internationales et effet régional sur l'économie marocaine

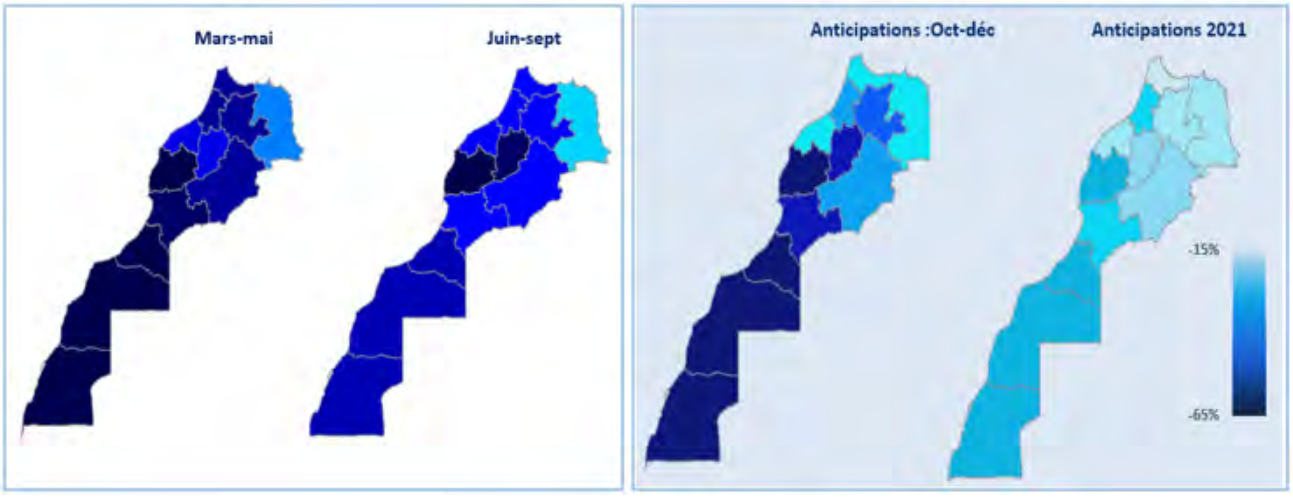
ERRAHMANI AHLAM

La crise sanitaire actuelle a eu des incidences locales et régionales très hétérogènes. Elle a, toutefois, mis en lumière le rôle important des collectivités locales dans la riposte à la crise, la capacité de relance de l'activité économique, y compris à travers la dynamisation de l'investissement local.

Ainsi, de par le monde, les Gouvernements ont adopté des plans d'action à plusieurs niveaux territoriaux en veillant à un brassage de l'ensemble des acteurs, notamment, institutionnel et non institutionnels. L'objectif étant de repenser les politiques publiques entre les territoires et de renforcer la résilience des régions pour être capables de gérer cette période de crise.

Au Maroc, la dynamique régionale a été fortement impactée par l'ampleur des chocs exogènes induits par la crise de la Covid-19, accentués par près de trois mois de confinement sanitaire obligatoire et par l'impact négatif du déficit pluviométrique sur le secteur agricole.

Les rythmes de reprise d'activité (C.A) post confinement et les anticipations pour T4-2020 et 2021



Au regard des constats tirés de la gestion territoriale à l'international, cette analyse met la lumière sur l'impact de cette crise au niveau des régions du Maroc ainsi que les mesures prises pour atténuer ses incidences.

Enjeux de recapitalisation des entreprises au Maroc après la crise de la Covid-19

HEMAMOU HASSAN

Ce travail, réalisé sur la base des résultats des enquêtes effectuées par la CGEM et le HCP relatives aux impacts de la Covid-19 sur l'activité des entreprises, met en exergue les risques auxquels sont confrontées les entreprises marocaines du fait de l'arrêt définitif ou temporaire de leur activité. En dépit des mesures de soutien déployées par le Gouvernement pour soulager les trésoreries des entreprises et de faire face aux pressions baissières qui grèvent leurs résultats et leurs ratios d'endettement, le risque de perte de leur solvabilité demeure entièrement posé, exigeant ainsi une injection massive de capitaux.

En examinant les plans d'aide adoptés à l'échelle internationale ainsi que les rapports d'analyse élaborés sur cette question, ce travail a permis d'esquisser quelques pistes de réflexion de nature à se prémunir du risque de déclenchement d'une spirale de faillite qui aurait des répercussions économiques et sociales dévastatrices.

Deux mesures ont suscité un intérêt particulier au niveau de ces plans de relance : La première est relative à la transformation de la dette nouvelle en fonds propres ou quasi-fonds propres, ce qui permettrait aux entreprises d'augmenter leur capital sans accentuer leur taux d'endettement. La deuxième consiste à consentir aux petites comme aux grandes entreprises des prêts sans échéance, remboursables seulement sur les bénéfices futurs. Néanmoins, la mise en application de ces instruments requiert une forte expérience dans la gestion de participations publiques dans les petites et moyennes entreprises à restructurer et nécessite la conception de montages financiers adaptés à cette catégorie d'entreprises.

ANALYSE POST-COVID-19

Systèmes de santé occidentaux face aux épidémies : enseignements pour le Maroc

DLIA AMAL

L'ampleur de la pandémie du Covid-19 a exacerbé les insuffisances des systèmes de santé des pays développés et leur faible préparation pour gérer des chocs pandémiques de grande ampleur. Dans le but d'examiner la performance des systèmes de santé dans le monde aussi bien en termes d'efficacité que de qualité de services rendus, la DEPF a mené un exercice de veille stratégique sur la gestion de la crise sanitaire, couvrant, en particulier l'Europe et les Etats-Unis. Cet exercice a permis de tirer des leçons et des enseignements utiles pour atténuer les effets de la pandémie du Covid-19, dont notamment une bonne communication de crise, un dépistage à grande échelle de la population, une offre de soins élargie, un stock suffisant en équipement de protection, une attention particulière aux personnes les plus vulnérables, mais également une protection sociale suffisante de la population.

Par ailleurs, la DEPF a assuré le suivi des mesures sanitaires d'urgence prises par un ensemble de pays pour faire face aux effets de la pandémie de la Covid-19. Ce suivi a permis de positionner la réaction du Gouvernement par rapport à un ensemble de pays qui ont subi les conséquences de la pandémie.

Vers une Couverture Sanitaire Universelle (CSU)

DLIA AMAL

Au Maroc, la CSU s'inscrit dans le cadre d'un grand projet sociétal visant à assurer une protection sociale à tous les Marocains et consacrant une couverture sociale universelle et ce, conformément aux Hautes Orientations Royales qui ont appelé à une réforme en profondeur du système de protection sociale au Maroc. La mise en œuvre de ce projet d'envergure devrait se faire de manière progressive sur une période de 5 ans avec, dans une première étape, la généralisation de l'accès à l'AMO pour toutes les populations concernées.

C'est dans ce cadre que la DEPF a engagé une réflexion sur la mise en place de la CSU au Maroc en s'appuyant sur les expériences internationales réussies en la matière, qui ont fortement impulsé la qualité et la performance de leurs systèmes de santé.

L'étude a permis de dégager un certain nombre d'enseignements et d'identifier les facteurs concourant à la réussite de la CSU qui peuvent être résumés dans les points suivants : une croissance économique élevée et soutenable ; un espace fiscal élargi dédié à la santé ; un système de santé robuste doté de moyens financiers suffisants ; une bonne gouvernance du système de santé et de l'assurance maladie et une priorisation des soins préventifs et le renforcement de la fonction d'achat dans le domaine de la santé.

CHAPITRE II

CONJONCTURE, VEILLE ET PREVISIONS ECONOMIQUES

La DEPF accorde, de par sa mission, une importance particulière à l'analyse et au suivi de la conjoncture économique nationale et mondiale et appréhende ainsi ses implications sur l'activité en général et sur les fondamentaux macroéconomiques en particulier. Pour ce faire, elle veille au développement des outils, des méthodes quantitatives et des indicateurs avancés pour mener à bien cette mission.

CONJONCTURE

Suivi régulier de l'environnement international du Maroc

Les travaux réalisés par la DEPF ont porté sur le suivi et l'analyse de la situation économique prévalant au sein des grands pôles de l'économie mondiale ainsi que chez les principaux partenaires économiques du Maroc. Le suivi a concerné également les tendances clés des marchés financiers internationaux et ceux des matières premières (pétrole, phosphate et dérivés, métaux de base, céréales, sucre, …) pour en apprécier les incidences sur l'économie nationale.

De même, la DEPF s'est penchée sur l'appréhension des risques qui ont marqué l'année 2020. Il s'agit, notamment, de l'évolution de la pandémie de la Covid-19, des restrictions au commerce mondial, des dysfonctionnements de la chaine de valeur internationale, des perturbations en rapport avec le Brexit, ainsi que l'accentuation des rivalités géoéconomiques.

Le suivi conjoncturel porte aussi sur l'examen de la dynamique des relations de coopération du Maroc avec les principaux partenaires, relevant de pays développés et ceux émergents et en développement, avec une attention particulière aux pays partenaires d'Afrique. Des notes d'analyse et de mise en perspective des relations bilatérales du Maroc avec plusieurs pays ont été élaborées (France ; Espagne, Chine, Turquie, Royaume-Uni …).

Suivi et analyse de la conjoncture nationale

La Direction a poursuivi ses travaux d'analyse de la conjoncture économique et financière nationale durant l'année 2020 et ce, à travers notamment la collecte, le traitement et l'analyse des informations économiques, monétaires et financières publiées par les organismes nationaux, ainsi que les réponses des chefs d'entreprises aux « enquêtes de conjoncture ».

L'objectif étant de cerner l'évolution conjoncturelle de l'activité économique nationale, tout en tenant compte de l'évolution de l'environnement international. Il est à noter que dans le contexte de la crise sanitaire, il a été question de recourir à des indicateurs à haute fréquence pour mieux appréhender la dynamique de l'activité économique nationale en temps réel. Il s'agit notamment de l'indicateur des Big Data de Google relatif à la mobilité des citoyens dans les principaux lieux publics et de la demande journalière d'électricité.

VEILLE

Veille stratégique sur les mutations structurelles et les tendances conjoncturelles de l'économie nationale à travers une série de tableaux de bord

La DEPF a élaboré en 2020 une série de tableaux de bord qui analysent l'évolution conjoncturelle et les tendances structurelles de l'économie marocaine.

Cette série de publications, issue d'un système de veille sur les différentes sources d'information nationales et internationales et publiée sur le site Internet de la Direction, couvre différentes facettes de l'activité économique, notamment les domaines sectoriel, social et financier :

Tableau de bord veille mensuel

Restitue les principales tendances de la conjoncture nationale ainsi que les évolutions récentes des principales économies partenaires et des prix des matières premières.

Tableau de bord des finances publiques

Donne un aperçu sur l'évolution des principaux indicateurs des finances publiques, notamment en matière d'effort de mobilisation des ressources, d'optimisation des dépenses, des modalités de financement ainsi que des réformes engagées pour reconstituer les marges budgétaires.

Tableau de bord Macro-économique

Analyse les mutations des structures productives de l'économie marocaine et examine les principaux leviers à actionner pour assurer une croissance durable et inclusive. Il passe en revue l'effort déployé par l'Etat pour booster l'investissement, renforcer la compétitivité du tissu productif et améliorer le pouvoir d'achat des citoyens.

Tableau de bord sectoriel de l'économie marocaine

Permet de capter les germes de changement ayant caractérisé les principaux secteurs d'activités de l'économie nationale et de cerner, par ricochet, les progrès accomplis par notre pays en matière d'approfondissement du processus de transformation structurelle de son système productif.

Tableau de bord social

Met en exergue les avancées réalisées et les efforts déployés par les pouvoirs publics pour résorber les déficits sociaux. Il porte sur un certain nombre d'indicateurs relatifs à la démographie, à l'éducation, à la formation, à l'emploi, à la santé, au niveau de vie et aux équipements de base.

Tableau de bord des principaux indicateurs économique, financiers et sociaux

Relate, d'une manière synthétique, l'évolution des indicateurs clés relatifs aux déterminants de la croissance nationale, aux performances des échanges extérieurs, aux tendances sectorielles, aux finances publiques et à l'analyse de la situation sociale.

Apport des Big Data pour le suivi de l'activité économique et la prévision

RAFIK NASHI
AHLAM ERRAHMANI
ILYES BOUMAHDI

L'étude réalisée par la DEPF s'est attelée à présenter deux cas d'exploitation des Big Data pour le Maroc. La première est réalisée par la Direction et traite les opportunités du Big Data pour un suivi avancé de l'activité touristique au Maroc. La deuxième, réalisée par le laboratoire TICLab de l'Université Internationale de Rabat, étudie l'usage des sciences des données pour améliorer l'employabilité des jeunes au Maroc.

- **Etude de cas 1 : Opportunités du Big Data pour un suivi avancé de l'activité touristique au Maroc**

La DEPF a exploité le gisement de la Big Data en vue d'apporter des éclairages pertinents sur l'un des secteurs stratégiques du pays, à savoir le tourisme. L'objectif est d'analyser l'offre touristique marocaine classée et non classée avec la couverture géographique la plus fine possible. Il s'agit, également, de mettre en évidence l'appréciation proactive des consommateurs de l'offre touristique nationale comparativement à des pays concurrents à même de contourner le retard de publication et les limites d'accès aux données « conventionnelles » issues d'enquêtes souvent très lourdes à mener et très cadrées.

Ainsi, une analyse des caractéristiques de l'offre touristique sur le web relativement à dix destinations méditerranéennes nationales et « concurrentes » (Marrakech, Agadir, Cordoue, Séville, Tunis, Le Caire, Prague, Rome, Istanbul, Athènes) a été établie en se basant sur une quarantaine de variables de différents types (numérique, alphanumérique, binaire, géodésique…) couvrant 8.000 hébergements.

Ensuite, il a été question de relever l'appréciation multidimensionnelle faite par la clientèle de ces destinations et ce, en exploitant le ressenti de près de 22 millions de touristes ayant vécus des expériences réelles en termes d'hébergement dans les 10 destinations méditerranéennes. Un échantillon aléatoire de 5% des appréciations les plus récentes a été mis à contribution afin de faire une analyse plus fine de l'appréciation des destinations nationales (Marrakech et Agadir).

- **Etude de cas 2 : Usage des sciences des données pour améliorer l'employabilité des jeunes au Maroc**

L'objet de cette étude, réalisée par le TICLab de l'UIR est d'analyser l'inadéquation entre les compétences requises au niveau des demandes d'emploi et celles acquises par ceux à la recherche d'un emploi au Maroc. Il s'agit de collecter, à une fréquence hebdomadaire les offres d'emploi publiées sur plus de 10 sites web marocains de recrutement de premier rang sur la période 2018-2019. Les données collectées sont par la suite traitées selon diverses techniques en langage naturel essentiellement pour supprimer les annonces en double et extraire et normaliser les attributs des emplois figurant dans les offres d'emploi. Ce travail a concerné l'analyse des besoins de 3 secteurs prometteurs pour l'économie marocaine à savoir l'automobile, l'offshore et la cybersécurité.

L'étude a mis, par la suite, au point une nouvelle méthodologie pour analyser automatiquement l'inadéquation entre les compétences requises par le marché du travail et les compétences enseignées au niveau des universités pour le secteur de la cybersécurité au Maroc. Ainsi, les résultats de l'analyse montrent que les compétences de base (informatique et mathématiques) sont sur-enseignées au niveau de ces programmes universitaires contrairement aux compétences de spécialisation liées à la gestion, à la sécurité, aux télécommunications et aux compétences non techniques.

PRÉVISION ET LOI DE FINANCES

Développement des outils de prévision et de simulation des politiques publiques

En vue de renforcer les instruments d'éclairage de la politique économique, de suivi de la conjoncture et de prévision macroéconomique, la DEPF a bénéficié de l'appui de l'UE durant l'année 2020 pour la mise en place d'un système de veille macroéconomique permettant de détecter les signaux potentiellement inquiétants et l'estimation d'un modèle trimestriel à facteurs dynamiques pour les besoins de prévisions macroéconomiques à court terme, outil utile pour remédier aux délais de publication de certains indicateurs conjoncturels.

- **Estimation et projections du taux de croissance du Maroc par les modèles à facteurs dynamiques**

Plusieurs modèles à facteurs dynamiques alternatifs ont été élaborés pour simuler des prévisions à deux ou trois trimestres du taux de croissance du PIB global, du PIB non agricole et des valeurs ajoutées sectorielles, selon la décomposition sectorielle du PIB dans la comptabilité nationale.

Le principal intérêt de cette approche sectorielle est, à partir de l'évaluation « ex post » des contributions des différents secteurs à la croissance, se permettre une inflexion par anticipation des politiques économiques. Les différents modèles construits ont été testés dans la période d'estimation et hors période d'estimation (2018T4-2020T4). Ils ont été également utilisés pour simuler les impacts de la crise sanitaire sur l'économie nationale.

- **Mise en place d'un système de veille macroéconomique au Maroc**

Dans le cadre de sa contribution à l'éclairage de la prise de décision, la DEPF a procédé à la mise en place d'un système de veille macroéconomique pour l'économie marocaine. L'objectif de ce système, conçu pour promouvoir une croissance et un développement durable, est d'alerter des risques potentiels de déséquilibres qui peuvent survenir à la suite de chocs exogènes ou de décisions inopportunes en matière de politique économique.

La méthodologie retenue s'appuie sur une approche adaptée de la mise en place d'un système de signalement avancé pour la détection des déséquilibres macroéconomiques de la zone euro. Le choix des indicateurs du tableau de bord (scoreboard) se fait généralement à partir de techniques quantitatives qui supposent la disponibilité d'une assez grande quantité de données statistiques. Le travail réalisé, à cet effet, a porté sur la conception d'un :

- **Modèle d'alerte avancée des récessions** : ce type de modèles de signalement avancé des risques conjoncturels portent le plus souvent sur une anticipation des creux de cycle que les gouvernements cherchent à éviter, en adoptant le cas échéant des mesures correctives de politique économique.
- **Modèle de veille stratégique à long terme** : l'objectif de ce type de modèles est de pouvoir détecter les risques d'affaissement de la croissance du PIB par tête à long terme. Le résultat attendu de cet outil est une estimation de la probabilité que le PIB par tête s'écarte trop de la trajectoire de croissance tendancielle des pays à revenu intermédiaires, lorsque les variables de développement à long terme franchissent des seuils critiques.

Prévisions macroéconomiques sous-jacentes au PLF 2021

La DEPF a poursuivi, durant l'année 2020, ses travaux relatifs à l'actualisation du cadre macroéconomique de la Loi de Finances 2020 et à l'élaboration de celui qui sous-tend le Projet de Loi de Finances 2021. Ainsi, la DEPF a élaboré les perspectives macro-économiques et financières à court et à moyen termes et la programmation budgétaire triennale, et ce à partir de l'analyse structurelle et du diagnostic de la trajectoire récente de l'économie nationale. Les exercices de prévision menés par la DEPF, en concertation avec les Directions concernées du MEFRA, ont également permis de mettre en exergue les marges de manœuvre et /ou les contraintes qui devraient en résulter pour l'action publique.

Des scénarii ont été réalisés afin de mesurer l'impact sur l'économie nationale des tendances prévisibles de l'environnement international (prix des matières premières, demande étrangère adressée au Maroc, taux de change, …) et de l'évolution des indicateurs infra-annuels relatifs à la conjoncture nationale et ce, en comparaison avec les résultats du scénario central.

En parallèle, plusieurs scenarios ont été élaborés en vue de quantifier les impacts macroéconomiques de la crise sanitaire et de proposer, les mesures appropriées pour y faire face. Ces scénarios ont pris en considération plusieurs dimensions liées, notamment, à l'évolution de la demande étrangère adressée au Maroc et celle liée à la demande intérieure. L'impact du confinement, la gestion du déconfinement et la vitesse de la reprise des secteurs économiques qui pourraient s'étaler sur différents horizons temporels ont également été examinées en profondeur.

Cette démarche a permis, tout en procédant à une révision de toutes les hypothèses de base qui ont servi à élaborer la Loi de Finances 2020, de clarifier le scénario de sortie de crise en prenant en considération les différentes mesures qui pourraient l'accompagner, tant sur le plan économique que social.

Rapport Economique et Financier accompagnant le Projet de Loi de Finances 2021

Tenant compte du contexte international particulier marqué par une crise sanitaire inédite générée par la pandémie du Covid-19, le Rapport Economique et Financier accompagnant le Projet de Loi de Finances 2021 a traité, dans son premier chapitre, l'évolution de la situation de l'économie mondiale sous le prisme du Covid-19 et les perspectives qui se profilent en 2021, tout en mettant en exergue les ondes de chocs qui en découlent sur le Maroc.

Le deuxième chapitre du Rapport a été consacré à l'analyse des répercussions de la crise sanitaire sur l'économie nationale d'un point de vue global, sectoriel et territorial. Quant au troisième chapitre, il a explicité la réponse énergique rapide et transverse du Maroc

à la crise. Concernant le quatrième chapitre, il a interpellé la capacité du Maroc, à l'ère post-Covid-19, à agir sur les leviers immatériels de création de la richesse et à parier sur les enjeux du futur.

Le dernier chapitre du Rapport met en relief les choix budgétaires retenus dans le cadre du PLF 2021, tout en tenant compte des contraintes endogènes et exogènes imposées par le contexte de la crise du Covid-19.

Rapport sur le budget axé sur les résultats tenant compte de l'aspect genre 2021, accompagnant le Projet de Loi de Finances 2021

Au Maroc, la crise liée à la pandémie du Covid-19 associée aux incidences économiques et sociales inédites vient se greffer à une situation déjà défavorable en matière d'équité et d'égalité de genre. Les disparités relevées dans ce sens, avec un taux d'activité des femmes en nette décélération et un taux d'emploi qui peine à s'améliorer malgré les efforts consentis jusqu'à présent, pourraient s'accentuer dans le contexte de la crise du Covid-19.

Tenant compte de ce contexte, la 16ème édition du Rapport sur le budget axé sur les résultats tenant compte de l'aspect genre accompagnant le PLF 2021 (RBG 2021), a abordé les différences multidimensionnelles existantes entre les sexes et leurs effets sur le développement socio-économique du Maroc (macro-criticité de l'égalité de genre) et la manière dont elles pourraient être impactées par la crise, particulièrement, en matière d'accès aux opportunités économiques. Cette édition a, également, mis en relief les efforts consentis par les départements ministériels en matière de programmation budgétaire intégrant la dimension genre et dont les effets pourraient concourir au renforcement de l'équité genre.

CHAPITRE III

CROISSANCE, COMPETITIVITE ET FINANCES PUBLIQUES

Dans la lignée de ses réflexions sur la dimension macro-économique, un ensemble de travaux a été réalisé en 2020, se focalisant sur les sources de croissance de l'économie nationale et sur les pressions qui s'exercent sur ses équilibres fondamentaux.

CROISSANCE

Les implications du mode d'insertion du Maroc dans l'économie mondiale sur sa croissance et son développement : passé et avenir

ATTIOUI ABDELALI
CHAFIQ ADNANE

De par l'intérêt qu'elle porte aux questions liées à la croissance économique et au développement, la DEPF, avec l'appui de Bernard BILLAUDOT -Professeur émérite de sciences économiques-, a mené une étude approfondie intitulée « Les implications du mode d'insertion du Maroc dans l'économie mondiale sur sa croissance et sur son développement : passé et avenir ». En mobilisant une nouvelle grille d'analyse théorique pour la modélisation de l'économie marocaine, cette étude s'attache à expliquer et comprendre les raisons pour lesquelles la croissance économique qu'a connue le Maroc de 1998 à 2018 n'a pas conduit au développement économique et social attendu en dépit du choix de son insertion dans l'économie mondiale et d'une politique industrielle active.

L'étude met en évidence que, contrairement aux analyses courantes qui insistent sur le rôle de la consommation des ménages, les forces d'impulsion de la croissance économique ont été les exportations et l'investissement. A travers les nombreux IDE qu'ils ont favorisés, les accords de libre-échange signés par le Maroc ont contribué à insuffler une nouvelle dynamique à ses exportations et à reconfigurer leur structure en renforçant la part des nouveaux métiers mondiaux (automobile, aéronautique, …). Mais dans le même temps, le tissu industriel marocain a augmenté son recours aux importations annulant, ainsi, une part de ce qui a été gagné par la percée des exportations.

Contributions des impulsions autonomes à la croissance de la valeur ajoutée marchande non agricole : comparaison des trois sous-périodes (prix constants, en pourcentage)

	1998-2008	2008-2013	2013-2018
Activité agricole	-0,5	0,7	e
Exportations de biens et services	3,4	1,6	4,0
Exportations de biens	1,2	1,3	2,9
Exportations de services	2,2	0,3	1,1
FBCF des entreprises	3,4	-0,5	0,6
Demande induite par les dépenses des administrations publiques	e	0,6	-0,6
Contribution autonome venant de révolution du salaire moyen verse par les entreprises	e	e	e
Importations	-1,2	0,8	-1,2
Valeur ajoutée marchande non agricole	5,1	3,2	2,8

Source : auteurs
** e : Montant vraisemblablc 0.*

Partant de ces constats, le diagnostic établi par l'étude invite à combler cette faiblesse structurelle, à miser sur la production de produits de bonne qualité écologique et à faire évoluer les accords de libre-échange vers des accords de co-développement.

Crédit bancaire et activité économique au Maroc

BOUZIANI EL HOUARI
RACHID AZIZ

Ce travail s'est attelé à l'analyse du lien de causalité entre l'activité économique réelle et le crédit bancaire ainsi que les co-mouvements entre les crédits bancaires, accordés au secteur privé, et la croissance économique.

Sur la base du traitement des données statistiques trimestrielles relatives aux crédits bancaires et à l'activité économique sur la période 2007-2019, le diagnostic de la DEPF a permis de relever qu'au Maroc, le cycle du crédit bancaire serait en retard de quatre trimestres sur celui de l'activité réelle. Le caractère pro-cyclique du crédit bancaire par rapport à l'activité montre que l'évolution des crédits à l'économie n'est pas disjointe de celle de l'activité réelle.

Par secteur d'activité, c'est l'activité réelle qui impacte le crédit bancaire au niveau du tertiaire, avec un effet positif à court et à long terme. Cette relation est vérifiée particulièrement pour les branches « commerce » et « transports et communications ». Pour le secteur secondaire, seule la branche « industrie extractive » présente un lien statistique avec la dynamique du crédit accordé. Toutefois, ce lien, qui n'est significatif qu'à court terme, est négatif et présente un sens de causalité inverse.

Au niveau des éléments de la demande, l'élasticité de long terme est plus que proportionnelle pour le crédit à la consommation par rapport à la consommation finale des ménages, et dans une moindre mesure pour le crédit à l'équipement par rapport à la formation brute du capital fixe, alors que celle à court terme n'est significative que pour la consommation des ménages.

Regards sur le marché des capitaux en 2019

BOUZIANI EL HOUARI

En 2019, le marché monétaire et obligataire marocain a enregistré des résultats globalement satisfaisants, tirant profit d'un contexte économique globalement propice, marqué entre autres par une dynamique sectorielle positive, une atténuation du rythme de progression du déficit commercial et une amélioration des réserves en devises.

Sur le plan du financement de l'économie, le revenu national brut disponible, aux prix courants, a enregistré une hausse de l'ordre de 3,6%, soit +0,5 point par rapport à l'année précédente. Dans ces conditions, l'épargne nationale brute est restée quasiment inchangée à 27,8% du PIB, alors que le taux d'investissement s'est établi à 32,2% du PIB. Suite à ces évolutions, le solde épargne-

investissement a enregistré un allègement de 1,3 point du PIB pour se situer à 4,4%.

Par ailleurs, le resserrement de la trésorerie de l'Etat et l'amplification de son besoin de financement se sont traduits par le recours du Trésor à un emprunt international de 1 milliard d'euros. Ce recours a impacté à la baisse le volume levé sur le marché primaire et l'endettement net du Trésor.

Le financement du Trésor sur le marché des adjudications s'est opéré dans des conditions marquées globalement par une baisse des taux de rémunération et par une hausse de la demande des institutionnels, après quatre années de baisse, en lien notamment avec l'allégement du déficit de liquidité des banques. Celui-ci s'est établi à 64,1 milliards de dirhams contre 69,9 milliards à fin 2018.

Face à ces circonstances, Bank Al-Maghrib a poursuivi sa politique monétaire accommodante. Ses interventions se sont concrétisées, notamment, par l'importance des opérations des avances sur appels d'offres qui se sont élevées en moyenne hebdomadaire à 73,8 milliards de dirhams. Pour préserver l'équilibre du marché et maintenir les taux à un niveau proche du taux directeur, Bank Al-Maghrib est intervenue, également, à travers les avances à 24 heures et les prêts garantis.

L'adoption d'une politique monétaire accommodante accompagnée d'une amélioration des conditions de financement de l'économie se sont traduites par une amélioration des crédits bancaires au secteur privé, mais aussi par une baisse de 11,6% du volume quotidien moyen des échanges au jour le jour sur le compartiment interbancaire.

COMPÉTITIVITÉ ET TRANSFORMATION SECTORIELLE

Le pass-through du taux de change au prix à la consommation : Evidence empirique pour le Maroc

ZNIBER LEILA

Dans cette phase de transition caractérisée à la fois par la poursuite de la réforme de la caisse de compensation et de celle du régime de change, l'estimation de l'ampleur de la transmission de la variation du taux de change au prix à la consommation (le pass-through) s'avère opportune.

C'est dans ce contexte que la DEPF a mené une étude visant à évaluer, à l'aide d'un modèle VAR structurel, le degré du pass-through au Maroc et à déterminer les facteurs clés à l'origine de son évolution. Les résultats révèlent que le pass-through du taux de change au Maroc est relativement faible. A noter, toutefois, que le pass-through a augmenté de 12 points de pourcentage à partir de décembre 2015, en lien avec la décompensation des produits pétroliers liquides.

Comparaison du degré de Pass-through pour les périodes T1-2006 : T4-2015 et T1-2006 : T4-2019

Entre T1-2006 au T4-2015 (avant décompensation des produits pétroliers liquides)	Entre T1-2006 au T4-2019
PT(TCEN → IPC)=-10%	PT(TCEN → IPC)=-22%

Source : DEPF

Le passage actuel vers un régime de change plus flexible serait de nature à amplifier les fluctuations du cours de dirham et, par ricochet, les prix à l'importation. Dans un contexte de pénétration croissante du marché intérieur par les importations, et en l'absence d'effet tampon suite à la libéralisation progressive des prix des matières premières subventionnées, le degré du pass-through aura tendance à s'intensifier.

De ce fait, une meilleure gestion macroéconomique, assortie d'une meilleure prise de décision en matière de politique monétaire, serait nécessaire pour réduire la sensibilité des prix aux variations du taux de change, notamment en période de forte imprévisibilité de la conjoncture internationale.

Le secteur marocain des pêches et de l'aquaculture : Tendances structurelles, enjeux et leviers de développement

NEJAR NADA

Elaborée à un moment où la stratégie dédiée à ce secteur arrive à échéance, cette étude a consacré sa première partie à un diagnostic approfondi de l'évolution structurelle du secteur halieutique au Maroc en se focalisant sur la déclinaison des différentes politiques gouvernementales engagées, la présentation du cadre juridique et institutionnel du secteur, l'examen du soutien public accordé à son développement, ainsi que la contribution du secteur aux agrégats macro-économiques du pays.

La deuxième partie a porté sur les enjeux et les tendances lourdes du secteur de la pêche et de l'aquaculture à travers l'examen de son interdépendance avec les autres branches de l'économie en utilisant la technique du linkage et en réalisant un diagnostic de la chaîne de valeur du secteur en vue de dégager les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces par maillon. Cette partie a proposé, également, un examen prospectif permettant de décliner les projections du secteur à l'horizon 2030 et d'identifier les nouvelles tendances et pratiques qui se profilent sur la scène internationale.

A la lumière de ces analyses, l'étude a identifié quelques leviers de politiques publiques de nature à permettre au secteur de jouer pleinement son rôle de relais de croissance durable et inclusive.

Performances du Maroc en matière d'innovation : Analyse comparative selon l'Indice Global de l'Innovation «GII»

MEIOUET HIND

L'innovation est un puissant moteur de développement et d'amélioration du bien-être, qui peut être mobilisée au service des enjeux sociaux et mondiaux. Pour apporter des éclairages sur cette question, la DEPF a mené une analyse sur le positionnement du Maroc, comparé à un échantillon de pays, sur la base de l'indice Global de l'Innovation « GII » élaboré par L'Organisation Mondiale de la Propriété Industrielle (OMPI).

L'étude a mis en exergue les efforts consentis par

le pays au cours des dernières années, à travers, notamment, les mesures engagées dans le cadre du plan « Maroc Innovation » pour promouvoir l'innovation et la recherche scientifique. Malgré, ces efforts, des actions vigoureuses devraient être déployées pour surmonter les limites relatives à la coordination, au rythme des réformes et à la gestion du changement.

Cette situation requiert un rythme rapide d'opérationnalisation des mesures convenues, suivant une démarche participative et une vision partagée entre public, privé, universitaires, société civile et instances territoriales. Il s'agit de construire un écosystème adéquat incluant les entreprises innovantes, les porteurs de projets, les universités, les organismes de financement et les pôles technologiques de développement.

III FINANCES PUBLIQUES

Le rendement fiscal au Maroc : évolution et enseignement des expériences internationales

KHAJI YASSINE

Cette étude apporte un éclairage sur le niveau de rendement des principaux instruments fiscaux (TVA, IS et IR) durant les vingt dernières années et ce, à travers les taux de croissance et le poids des recettes fiscales par rapport au PIB. Il était également question d'éclaircir cette évolution au niveau de chaque impôt (TVA, IS et IR), à la lumière des réformes fiscales introduites durant cette période. En outre, cette analyse s'appuie sur les expériences internationales, notamment, les pays de l'OCDE et ceux de l'Afrique.

L'analyse menée a montré que l'amélioration du rendement fiscal devrait passer via l'accélération de la mise en application progressive des recommandations des assises fiscales de 2019. Cette amélioration devrait être concrétisée, notamment, via un élargissement de l'assiette imposable, une réduction des incitations fiscales et une lutte contre la fraude et l'évasion fiscale.

Impact d'une baisse des cotisations employeurs dans le secteur marchand

CHAFIQ ADNANE

Ce travail évalue les effets macroéconomiques d'une baisse de 5% des cotisations sociales employeurs, soit l'équivalent d'un peu plus de 3 milliards de dirhams en 2018. Ce choc d'offre expansionniste influence positivement l'emploi de deux façons :

- **Effet direct (substitution)** : le volume de la demande d'emploi des entreprises augmente suite à la baisse du coût réel du travail, ce qui est favorable à l'amélioration des revenus des ménages, et, par ricochet à leur consommation,
- **Effet indirect (volume)** : une baisse du coût réel du travail incite les entreprises à réduire leurs prix de production, améliore leur compétitivité-prix et stimule le volume de leur vente, et par ricochet leur investissement.

Ainsi, il ressort de cette simulation une diminution du prix à la consommation (0,21 % la première année et de 0,35% à long terme) et une amélioration de l'emploi (34.000 postes d'emplois à court terme et plus de 70.000 postes à long terme) ce qui favorise le pouvoir d'achat et stimule la consommation des ménages qui s'accroit de 0,16% la première année et de 0,78% à long terme. Dans le même temps, la baisse des prix engendre une amélioration de la compétitivité-prix, ce qui encourage les exportations. Celles-ci augmentent de 0,09% la première année et de 0,42 à long terme.

Par ailleurs, une bonne partie de la demande est satisfaite par les importations qui progressent de 0,08% la première année et de 0,67% à long terme. Au total, l'activité s'améliore de 0,14% à court terme et de 0,57% à long terme. Concernant les équilibres budgétaire et extérieure, cette variante aurait pour effet une détérioration de la balance commerciale en nominale de 0,22 point du PIB à long terme et une légère amélioration du solde budgétaire atteignant 0,1 point du PIB à long terme.

Impacts macroéconomiques d'une subvention aux exportations financée par une réallocation des dépenses d'investissement

ATTIOUI ABDELALI
CHAFIQ ADNANE

Ce travail évalue les effets macroéconomiques d'une subvention des exportations financée par une réallocation des dépenses d'investissement de l'Etat d'un montant équivalent à 2,5% des recettes totales de la TVA.

Les résultats de la simulation révèlent que l'effet de la baisse de la FBCF publique l'emporte sur celui de la subvention des exportations et conduit à une contraction de la croissance économique de 0,14 point. En effet, malgré l'augmentation de la croissance des exportations de 0,18 point, la croissance de la FBCF totale recule de 0,82 point. Cette baisse de l'activité économique conduit à un recul de la consommation des ménages et des importations.

Par ailleurs, le niveau de l'inflation, mesuré par l'indice des prix à la consommation des ménages, reste quasiment stable et le niveau du taux de chômage augmente légèrement de 0,03 point.

En outre, la baisse de l'activité engendre une légère diminution des recettes et par conséquent une faible dégradation du solde budgétaire de 0,03 point du PIB. Le solde de la balance commerciale s'améliore légèrement en nominal (0,08 point du PIB) car les importations baissent et l'effet de l'augmentation du volume des exportations l'emporte sur la baisse de leur prix.

Evaluation de l'impact budgétaire des dépenses fiscales (article 91 du CGI)

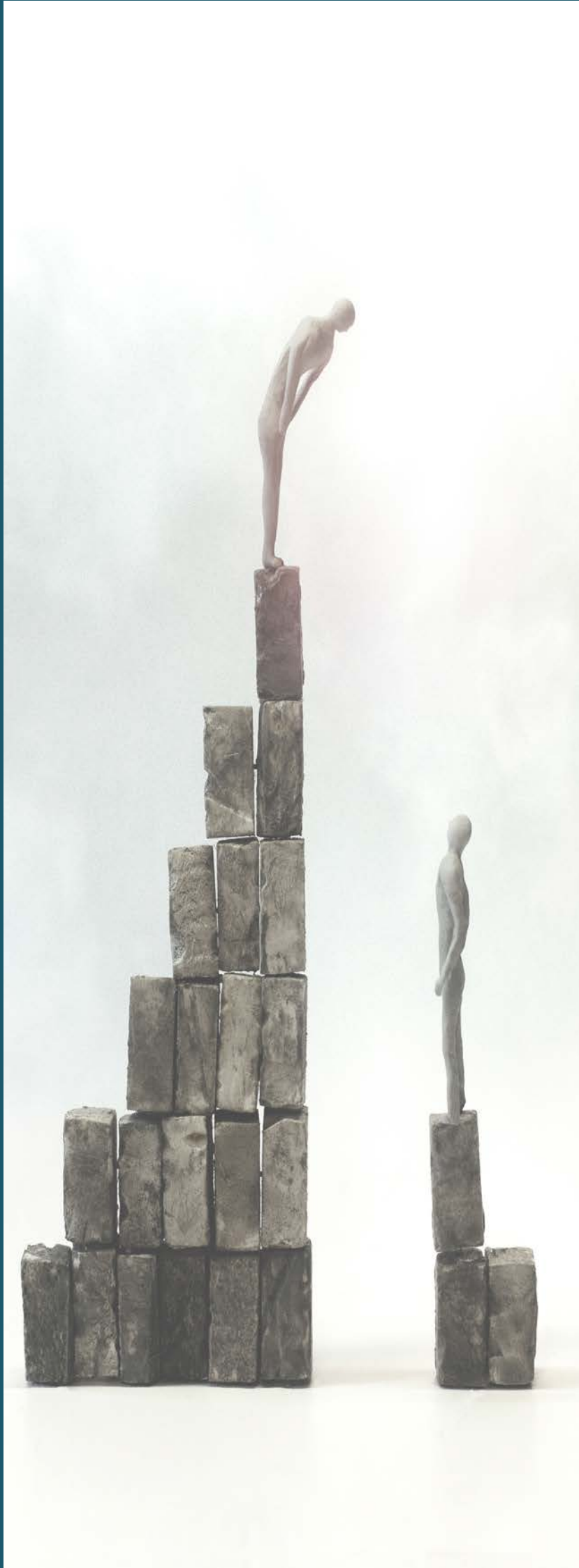
Dans le cadre de la contribution de la DEPF à l'élaboration du Rapport sur les Dépenses Fiscales accompagnant le Projet de Loi de Finances pour l'année budgétaire 2021, il a été procédé à une évaluation de l'impact budgétaire des dépenses fiscales relatives à l'exonération sans droit à déduction de certains produits ou opérations figurant dans l'article 91 du Code Général des Impôts.

Ce travail a pour objectif d'évaluer l'impact budgétaire des dépenses fiscales occasionné par l'exonération sans droit à déduction de certains produits ou opérations figurant dans cet article de Loi en s'appuyant sur des données macroéconomiques. L'évaluation a été effectuée moyennant les données figurant, d'une part, dans l'enquête nationale la plus récente sur la consommation et les dépenses des ménages de 2007, et d'autre part dans le TES 2007.

CHAPITRE IV

EMPLOI ET INEGALITES

Conscient de l'acuité des questions liées à l'emploi et aux inégalités, la DEPF a entamé plusieurs travaux analytiques abordant ces questions. Ainsi, l'année 2020 a été l'occasion pour affiner ces analyses en adoptant des approches novatrices et de nouveaux instruments, à l'image de celui développé par la Direction pour appréhender l'impact des effets redistributifs de la politique budgétaire sur la pauvreté et les inégalités au Maroc.



EMPLOI ET INÉGALITÉS

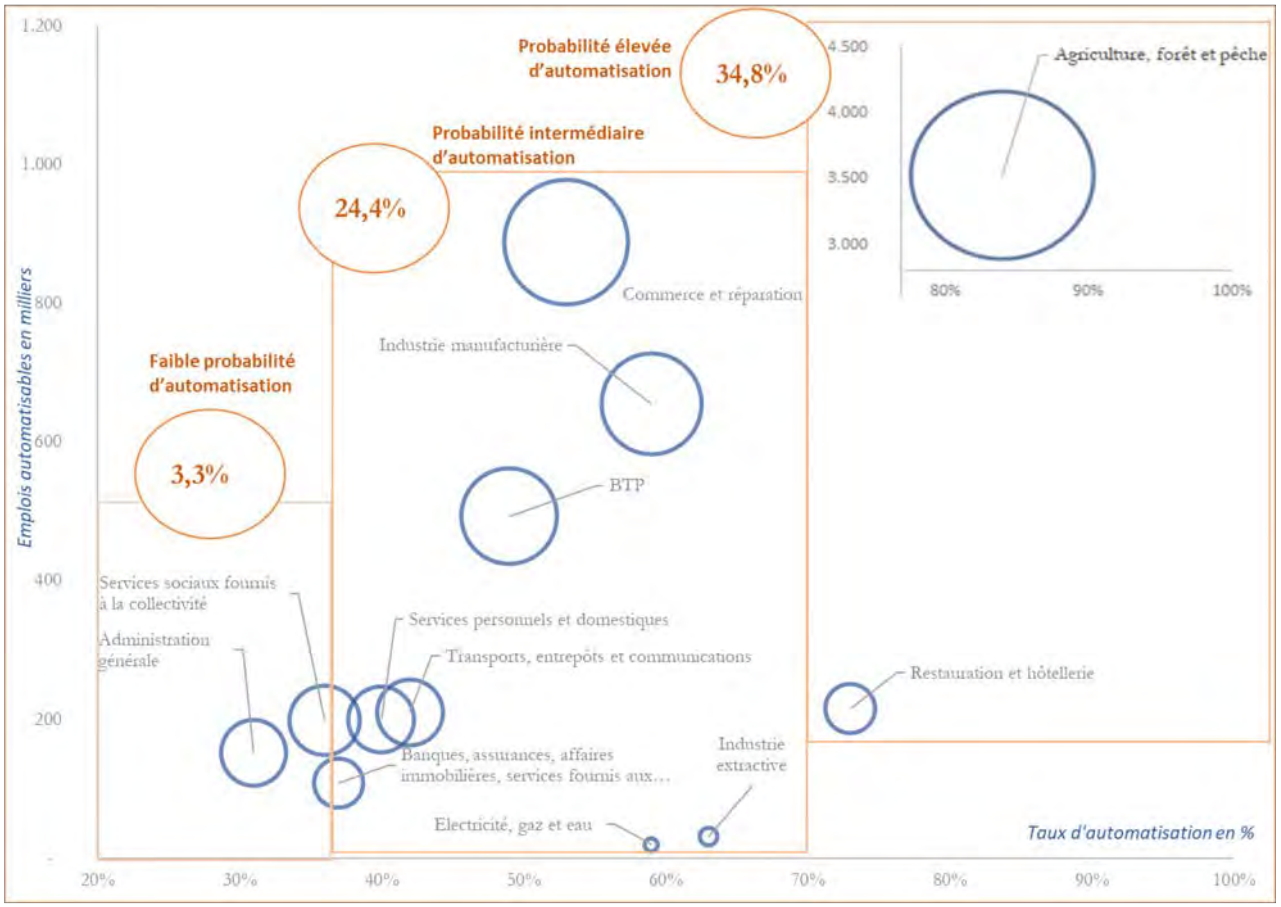
Le futur de l'emploi à l'ère de l'automatisation : Quels enseignements pour le Maroc ?

ABBAD TAOUFIK
BOUMAHDI ILYES

La DEPF a lancé une nouvelle série de publication, baptisée « Condensé Prospectif ». A travers cette série, dont chaque numéro sera consacré à une thématique particulière, la DEPF s'essaye de mettre la lumière sur les reconfigurations qui sont à l'œuvre et ayant une portée stratégique à fortes incidences sur l'économie nationale.

Le premier numéro, inspiré des travaux de McKinsey et de l'Université d'Oxford, vise à quantifier la part des emplois au Maroc qui présenterait un risque élevé d'être remplacés par des automates intelligents d'ici une quinzaine d'années.

Part des emplois potentiellement automatisables [% ; 2015]



Source : Calcul DEPF sur la base de l'étude McKinsey.
La taille de la bulle correspond à la part moyenne de la branche d'activité dans l'emploi total.

Les résultats révèlent que 34,8% des emplois ont une forte probabilité d'automatisation contre 47% pour les Etats-Unis et 42% pour la France. Cette probabilité est néanmoins différente selon les secteurs et les régions.

Ainsi, deux secteurs, représentant près de 42% de l'emploi total, ont un potentiel d'automatisation élevé (taux ≥ 73%), avec une part de 34,8% d'emploi automatisable. Il s'agit de l'Agriculture, forêt et pêche, avec un potentiel d'automatisation de 84% et de celui de la restauration et l'hôtellerie avec une probabilité d'automatisation de 73%. Sur le plan régional, la prévalence à l'automatisation diffère selon les spécialisations locales. Ainsi, Béni Mellal-Khénifra présente le taux le plus élevé (66,1%) au moment où en termes absolus, l'incidence de l'automatisation sur l'emploi sera plus importante au niveau de Casablanca-Settat et de Marrakech-Safi qui en concentreraient 20% et 15% respectivement.

Ce scénario d'automatisation se fera progressivement demandant, en conséquence, une adaptation, à même d'en tirer les dividendes potentiels. Il s'agit, notamment de promouvoir des facultés cognitives et des aptitudes socio-comportementales, d'améliorer la concertation entre les différents cycles d'enseignements, la formation professionnelle, les conseils locaux et les entreprises, et d'instaurer une culture numérique auprès des entreprises avec un accompagnement dans leur mise à niveau.

L'emploi dans l'administration publique: Quels leviers de réforme pour plus d'efficacité ?

KHAJI YASSINE

La réforme de l'Administration et l'optimisation du service public est une constante dans les préoccupations du Gouvernement. A ce titre, la DEPF a procédé en 2020 à la réalisation d'un Policy brief sur l'efficacité de l'emploi au sein de l'administration publique. Pour cerner les contours de cette question importante, l'emploi au sein de l'administration publique a été approchée en termes budgétaires, mais également en termes de répartition sectorielle et territoriale. Ainsi, le diagnostic de la taille de l'administration publique au Maroc a été examiné à travers deux paramètres, l'effectif et les salaires. Quant à son appréciation, elle a été basée sur des comparaisons avec quelques pays émergents et en développement.

Enfin, l'identification d'un certain nombre de leviers stratégiques jugés opportuns pour relever l'efficacité des dépenses du personnel des administrations publiques a été basée, entre autres, sur les enseignements déduits à partir de l'expérience de certains pays qui ont réussi la réforme de leur secteur public.

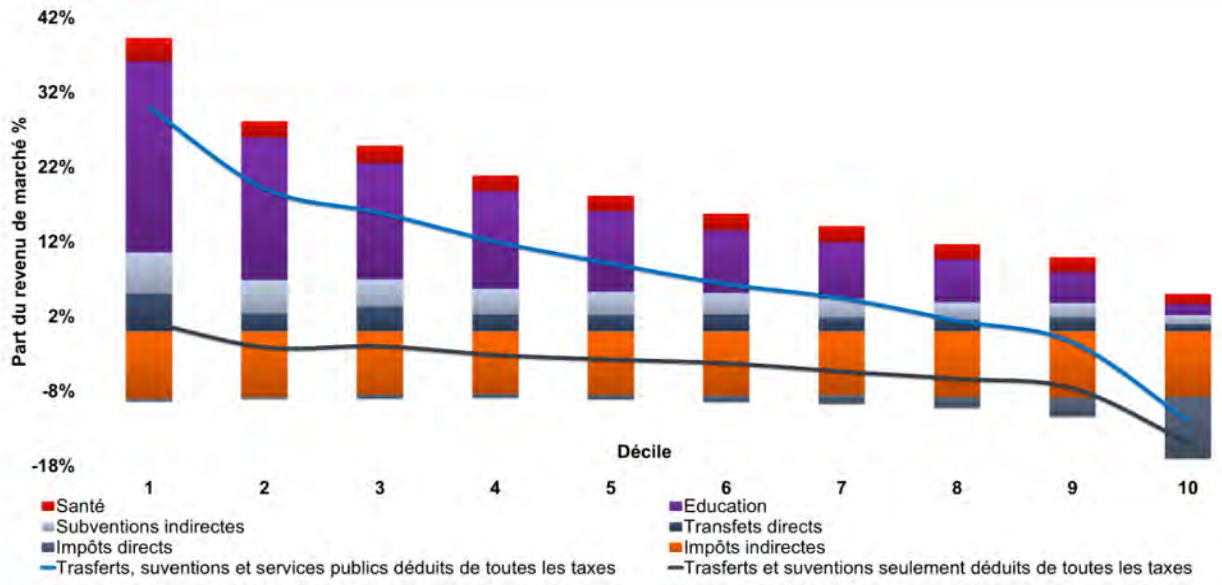
Les effets de la politique budgétaire sur la pauvreté et les inégalités au Maroc

IHNACH HOUSSINE
ABDENBI EL ANSARY

La DEPF a mené, en partenariat avec l'Observatoire National pour le Développement Humain (ONDH), l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Institut Commitment to Equity (CEQ), une étude approfondie traitant les effets de la politique budgétaire sur la pauvreté et les inégalités au Maroc.

L'application du cadre analytique « CEQ » au contexte marocain, en s'appuyant sur les données émanant de l'enquête Panel des ménages (vague 2017) de l'ONDH, s'est avéré utile pour mettre en lumière plusieurs questions importantes en rapport avec la politique budgétaire dont notamment le degré de progressivité des impôts et des transferts, l'ampleur des bénéficiaires directs et indirects des dépenses budgétaires au même titre que le repérage des catégories sociales qui supportent le fardeau de l'impôt.

Distribution des bénéfices et des paiements par instrument budgétaire pour chaque décile



Source : Calculs des auteurs

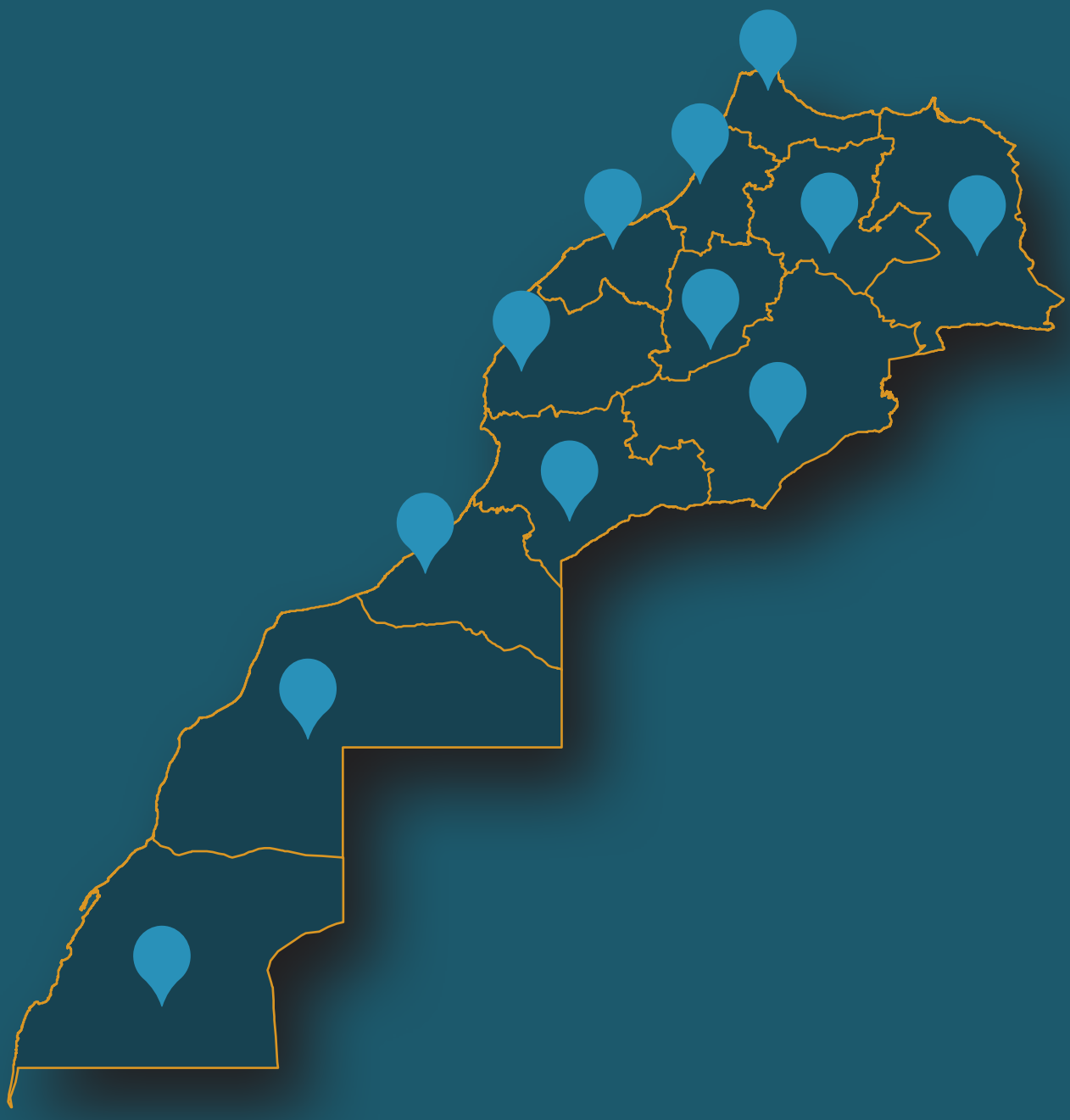
Cette étude révèle, entre autres, qu'une proportion de près de 80% de la population est bénéficiaire de la politique budgétaire à l'exception des deux derniers déciles où les impôts payés dépassent les bénéfices reçus. Le décile le plus pauvre est le premier bénéficiaire de la gratuité des prestations publiques au titre de l'éducation et de la santé, et des transferts et subventions sur les produits à la consommation. Il en ressort, en outre, que les progrès jusque-là enregistrés par le Maroc confortent, certes, le caractère progressif de la politique budgétaire mais demeurent encore insuffisants pour faire face à l'acuité des défis sociaux encore persistants.

Sur la base des résultats du diagnostic, l'étude a permis de faire ressortir quelques leviers de réponses susceptibles de rehausser l'efficacité et l'efficience de la politique budgétaire en matière de lutte contre la pauvreté et les inégalités.

CHAPITRE V

DEVELOPPEMENT REGIONAL

La réflexion autour de la question de développement régional continue à alimenter les travaux de la DEPF qui a renforcé en 2020 son dispositif d'analyse, sous le prisme territorial, à travers la réalisation de plusieurs études portant, entre autres, sur l'attractivité économique des territoires et les performances économiques sectorielles au niveau spatial.



Quelle attractivité économique pour les préfectures et provinces du Maroc : productive ou résidentielle

LAMRANI HANCHI HIND

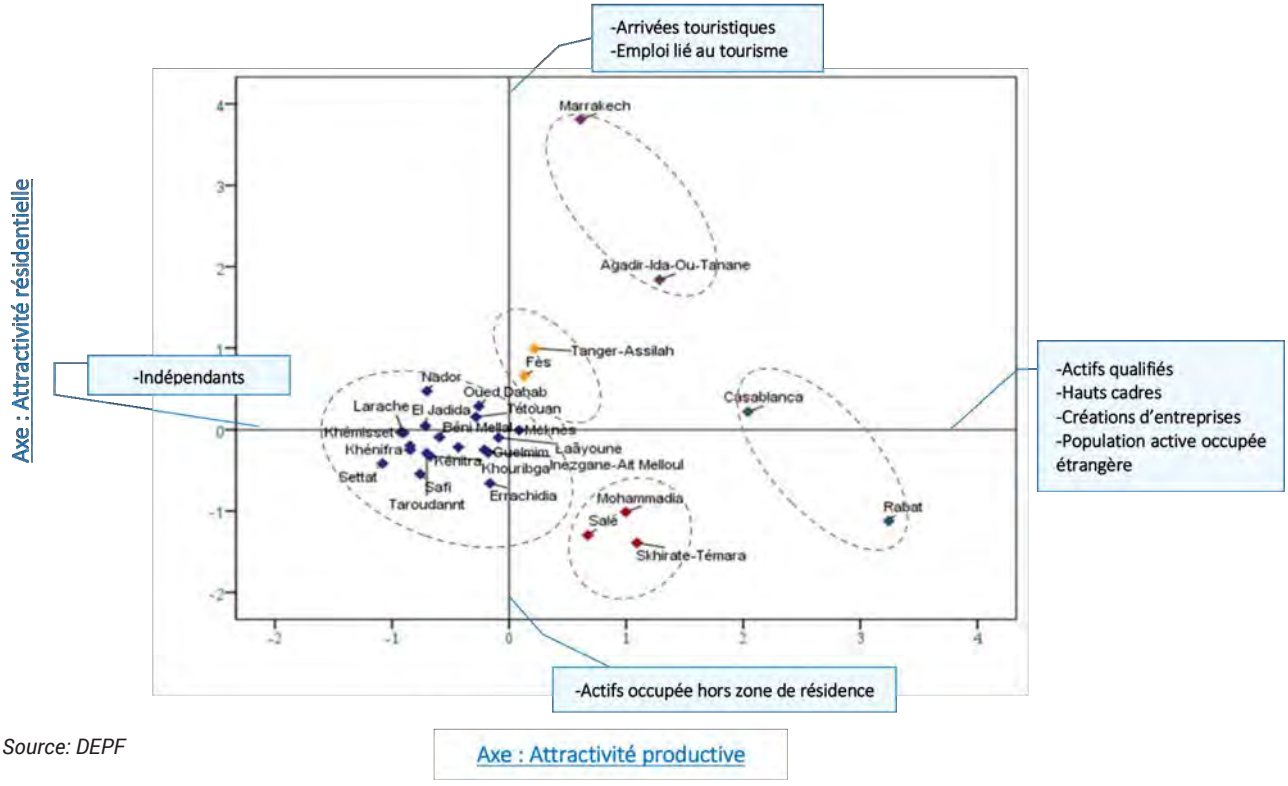
Dans le contexte actuel, la pandémie de la Covid-19 offre la possibilité de repenser notre mode de vie et nos systèmes afin de développer notre capacité de résilience face au chocs. Cette situation souligne, ainsi, la nécessité de renforcer l'attractivité des territoires marocains et de consolider les moyens mis à leur disposition afin d'assurer un développement équilibré et harmonieux à même de préparer les territoires à affronter les scénarios post crise.

C'est dans ce contexte que cette étude vise à déterminer la spécificité de chaque territoire au regard de son attractivité économique et constitue, en effet, une contribution additionnelle de la DEPF dans le cadre de la série des travaux conduits au niveau territorial.

L'objectif est de dresser une typologie de l'attractivité économique de 32 territoires marocains définis dans le périmètre de l'étude à travers les indicateurs de résultats de l'attractivité économique. Ce travail propose, en outre, d'analyser les principaux leviers de l'attractivité de ces territoires et de dresser, ensuite, quelques pistes de réflexion de nature à permettre à notre pays de saisir les opportunités à l'aune des transformations qui se profilent.

L'analyse de l'attractivité économique des préfectures et provinces retenues dans le cadre de ce travail permet de regrouper cinq principales classes au regard du type d'attractivité qu'elles exercent présentées dans le schéma ci-dessous:

Projection des territoires marocains au regard de leur attractivité productive et résidentielle



Source: DEPF

L'attractivité des territoires constitue un pilier stratégique sur lequel il faudrait se positionner et mener une concurrence acharnée pour garantir un développement inclusif et harmonieux. Elle devrait être au cœur des préoccupations centrales des acteurs régionaux et locaux et ce, pour faire des territoires marocains de véritables relais de croissance.

Quels secteurs clés pour les économies des régions marocaines : Approche par les méthodes de linkage

ANIS SOULAIMANE

L'analyse des performances économiques sectorielles au niveau spatial est d'une grande importance pour l'élaboration des stratégies de développement des territoires. En effet, la connaissance de la structure sectorielle et de l'importance des liens qu'entretiennent les différents secteurs d'activité entre eux dans un territoire donné constitue une base essentielle pour mettre en relief le degré des interdépendances sectorielles et identifier les activités clés dites intégrées de l'économie de ce territoire.

L'identification des secteurs clés des régions fournit quelques instruments de politiques sectorielles capables de faire émerger des régions fortes à travers la stimulation de ces secteurs qui entretiennent des liens forts avec l'ensemble de l'économie d'une région. Elle contribue à éclairer la décision publique en matière d'élaboration des politiques et réformes sectorielles efficaces avec des effets d'entraînement optimaux sur la croissance économique nationale. De surcroît, l'indentification des secteurs clés opérant au niveau des régions qui ont les effets les plus importants sur l'économie de la région est primordiale. L'identification de ces secteurs d'influence contribue à une meilleure compréhension des processus de croissance et de développement dans les chaînes de valeur nationales et du rôle que joue chaque région dans cette structure.

C'est dans ce contexte que s'inscrit ce travail qui vise, dans un premier temps, à analyser l'évolution de la structure économique des régions marocaines en se basant sur les chaînes de valeur sectorielles et leur spécificité par branche. Dans un deuxième temps, il s'agit de mettre en relief les secteurs clés pour chaque région du Maroc résultant de la méthode de linkage basée sur l'analyse Entrées Sorties.

Estimation du PIB et de la FBCF par région économique

ANIS SOULAIMANE
EL HATTAB FATNA

La DEPF réestime chaque année le PIB régional ainsi que les valeurs ajoutées sectorielles par région et province. Ce travail alimente les analyses de la Direction notamment celles relatives à la contribution des régions à la création de la richesse nationale et par secteur.

L'investissement joue un rôle important dans la croissance économique. Il constitue, après

la consommation des ménages, la deuxième composante de la demande intérieure qui continue de relayer la croissance économique nationale. Néanmoins, au niveau régional, et malgré son importance, la FBCF n'est pas déterminée et les tentatives d'estimation de cet agrégat au niveau local pour le Maroc sont peu nombreuses.

En utilisant les données du HCP et des départements sectoriels, l'objectif de ce travail est de construire une base de données sur la FBCF au niveau régional entre 2000 et 2017. Si la construction de cette base demande un effort de synthèse et de formulation d'hypothèses ad hoc, elle constitue un premier pas pour disposer d'un agrégat FBCF par région. Cette estimation sera affinée au cours du temps au fur et à mesure que d'autres données seront disponibles.

Actualisation du TES interrégional

Le Tableau input-output (TES) interrégional constitue un outil d'analyse et d'évaluation d'impact interrégionaux. Il est indispensable pour l'affinement des analyses des structures de production et des coûts au niveau régional, l'étude des interdépendances sectorielles entre les régions et l'évaluation d'impact et ce, pour les 12 régions et les 20 secteurs. Ainsi, au cours de 2020, une actualisation de cet outil a été réalisée pour les années 2007, 2014 et 2016.

L'objectif est de disposer de plusieurs périodes pour mener une analyse rétrospective de l'évolution des structures de production interrégionales. Ce travail a été utilisé dans le cadre de l'étude sur l'évaluation de l'impact des changements climatiques sur l'économie marocaine en partenariat avec l'AFD. Il a aussi alimenté les études sur les vocations régionales et l'analyse des secteurs clés au niveau régional.

CHAPITRE VI

INTEGRATION AFRICAINE

De par l'importance qu'il revêt dans les priorités de la politique extérieure de notre pays, le positionnement du Maroc en Afrique continue à faire l'objet d'un suivi régulier donnant lieu à plusieurs travaux d'analyse qui traitent les multiples facettes de ce processus d'intégration.

Echanges commerciaux Maroc-UMA : potentiel et opportunités à exploiter

HAMDAOUI FATIMA
SAIDI ANASS

Cette étude vise en particulier à dresser l'état des lieux des échanges commerciaux entre le Maroc et les pays de l'UMA et mettre en évidence le degré de complémentarité et concurrence ainsi que les opportunités commerciales qui se présentent au sein de cette région.

Les résultats qui en découlent ont montré que plusieurs produits pourraient constituer un levier de progression de la part de marché détenue par le Maroc au sein des autres pays de l'UMA. De même, le Maroc constitue un marché porteur pour de multiples produits originaires des autres pays de l'UMA.

Aussi, des leviers stratégiques pour la relance de l'intégration maghrébine ont été proposés. Ils concernent principalement une harmonisation des réglementations régissant les échanges commerciaux et les investissements, l'assouplissement de la réglementation des changes, la mise en place d'un système performant d'assurance des exportations ainsi que le développement de la logistique et des infrastructures de transports. De plus, il serait opportun de procéder à la réalisation de projets de développement d'envergure régionale dans des secteurs stratégiques tels que la finance, le tourisme et l'énergie.

Le transport maritime dans la façade atlantique de l'Afrique : Du Maroc au Nigéria

EL GUAROUANI BOUCHRA

Le développement du transport maritime, appuierait le processus de la transformation et de la restructuration de l'économie africaine pour une meilleure implication dans les chaînes de valeur mondiales. Pour appréhender cette opportunité pour le Maroc au sein de son emprise géographique africaine, ce Policy Africa a relevé la performance du transport maritime dans les pays de la façade atlantique de l'Afrique du Maroc au Nigéria (FAAMAN) regroupant 14 pays.

Il a été, ainsi, question de cerner les principales caractéristiques du transport maritime à travers une analyse comparative de la performance portuaire et maritime de la FAAMAN et d'analyser le trafic maritime de la région par principaux

produits et principaux partenaires afin de ressortir les axes de coopération stratégique à même de faire du secteur un vecteur d'intégration économique dans la région.

Ainsi, il s'avère que le trafic maritime dans la FAAMAN présente de fortes similitudes qui nuisent à la mutualisation et la complémentarité. Par contre, cette structure renforce la dépendance de la région en matière du commerce (et transport) maritime vis-à-vis du reste du monde, ce qui a débouché sur des systèmes du transport maritime fragiles, cloisonnés et non intégrés. Ainsi, malgré les efforts consentis, durant la dernière décennie, pour développer les infrastructures portuaires, la performance portuaire reste en deçà des ambitions nationales de la majorité des pays.

La connectivité maritime bilatérale des pays de la FAAMAN en 2019

	Partenaires														Indice moyen		
	Bénin	Cap Vert	Côte d'Ivoi	Gambie	Ghana	Guinée	Guinée-Bis	Libéria	Maroc	Mauritanie	Nigéria	Sénégal	Sierra Leon	Togo	2019	2006	VAR
Bénin		0,19	0,34	0,19	0,37	0,29	0,17	0,20	0,39	0,21	0,36	0,28	0,19	0,36	0,27	0,24	⇧⇧
Cap vert	0,19		0,19	0,17	0,20	0,19	0,24	0,17	0,27	0,25	0,20	0,19	0,17	0,20	0,20	0,19	⇧
Côte d'Ivoire	0,34	0,19		0,19	0,36	0,29	0,17	0,25	0,38	0,20	0,36	0,33	0,24	0,35	0,28	0,30	⇩
Gambie	0,19	0,17	0,19		0,19	0,25	0,16	0,24	0,27	0,24	0,19	0,19	0,24	0,19	0,21	0,22	⇩
Ghana	0,37	0,20	0,36	0,19		0,27	0,17	0,25	0,39	0,21	0,39	0,32	0,20	0,36	0,28	0,28	⇧
Guinée	0,29	0,19	0,29	0,25	0,27		0,17	0,27	0,33	0,19	0,23	0,29	0,26	0,30	0,26	0,28	⇩⇩
Guinée-Bissau	0,17	0,24	0,17	0,16	0,17	0,17		0,16	0,18	0,22	0,17	0,17	0,16	0,17	0,18	0,20	⇩⇩
Libéria	0,20	0,17	0,25	0,24	0,25	0,27	0,16		0,29	0,18	0,20	0,20	0,26	0,24	0,22	0,22	⇧
Maroc	0,39	0,27	0,38	0,27	0,39	0,33	0,18	0,29		0,29	0,39	0,34	0,28	0,37	0,32	0,24	⇧⇧
Mauritanie	0,21	0,25	0,20	0,24	0,21	0,19	0,22	0,18	0,29		0,21	0,26	0,18	0,21	0,22	0,24	⇩
Nigéria	0,36	0,20	0,36	0,19	0,39	0,23	0,17	0,20	0,39	0,21		0,32	0,19	0,36	0,28	0,27	⇧
Sénégal	0,28	0,19	0,33	0,19	0,32	0,29	0,17	0,20	0,34	0,26	0,32		0,19	0,32	0,26	0,29	⇩⇩
Sierra Leone	0,19	0,17	0,24	0,24	0,20	0,26	0,16	0,26	0,28	0,18	0,19	0,19		0,20	0,21	0,22	⇩
Togo	0,36	0,20	0,35	0,19	0,36	0,30	0,17	0,24	0,37	0,21	0,36	0,32	0,20		0,28	0,26	⇧⇧

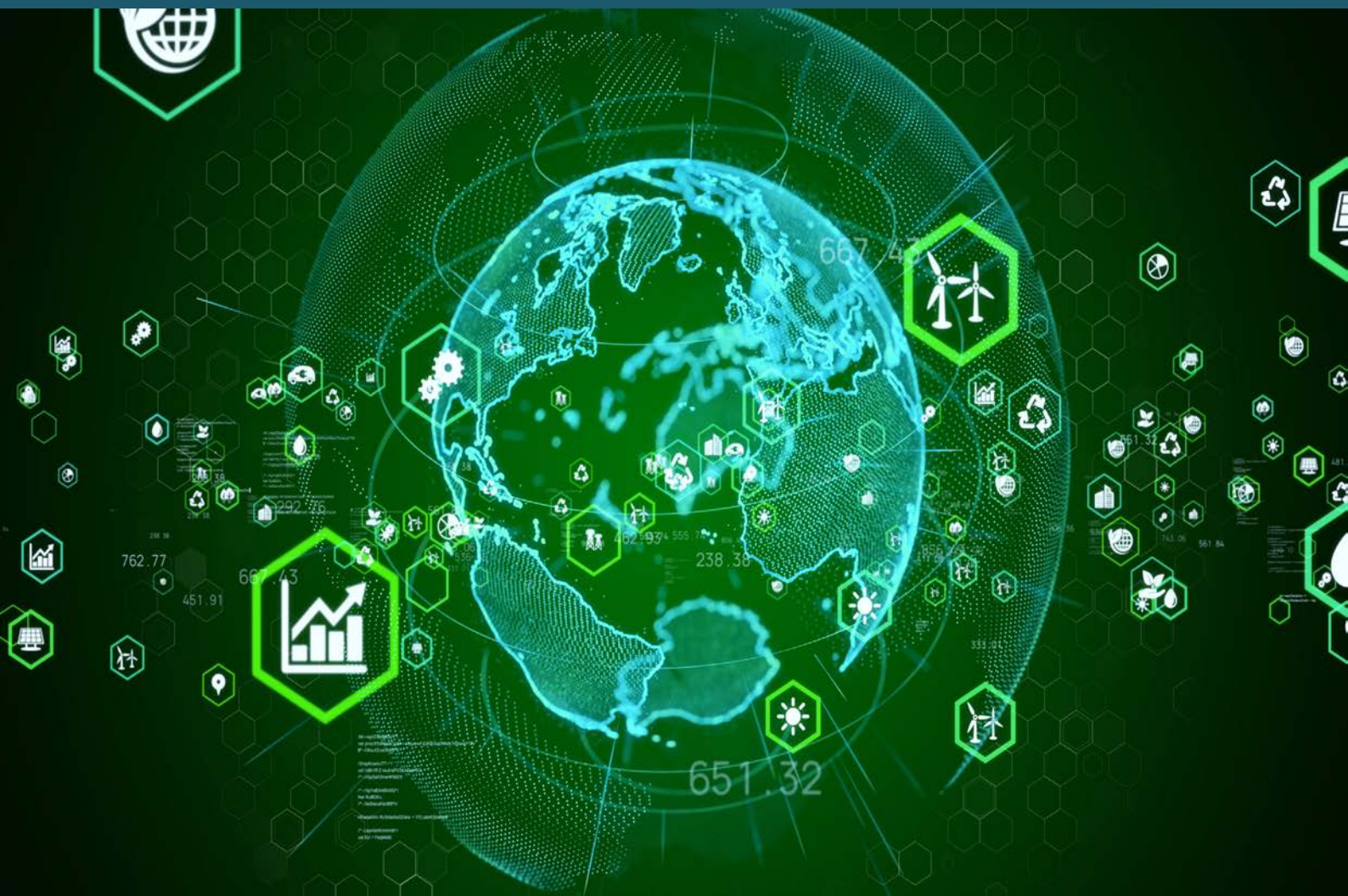
Source : Elaboration DEPF, Données de la CNUCED

Dans ce contexte, la nécessité de mener une réflexion approfondie et commune, s'impose avec acuité pour renforcer le transport maritime, qui est un secteur d'appui au développement de l'ensemble de l'économie. Il s'agit, non seulement d'avoir une stratégie portuaire et maritime commune, mais de mettre en œuvre cette stratégie tout en tenant compte des spécificités de chaque pays pour un développement du transport maritime harmonieux, intégré et inclusif.

CHAPITRE VII

ENVIRONNEMENT ET DURABILITE

Les enjeux soulevés par l'accentuation du changement climatique et des incidences actuelles et futures qui en découlent ont amené la DEPF à placer les problématiques de durabilité environnementale au rang des axes prioritaires de son programme de travail. A cet égard, plusieurs travaux qui couvrent l'analyse des impacts de différents scénarios climatiques sur l'économie marocaine, notamment selon l'approche sectorielle, ont été réalisé en 2020.



L'augmentation de la part des énergies renouvelables à 52% à l'horizon 2030 : une évaluation de l'impact sur la balance commerciale

CHAFIQ ADNANE

Outre sa volonté de réaliser une économie en matière de consommation d'énergie à l'horizon 2030, le Maroc prévoit également de réduire sa dépendance énergétique à 82% à ce même horizon. Ainsi, il est prévu de porter la part de la puissance installée pour la production de l'électricité d'origine renouvelable dans la puissance électrique installée totale de 34% en 2016 à 52% en 2030, soit une hausse de 18 points de pourcentage. Cette orientation stratégique devrait profiter de la baisse continue des prix moyens des énergies renouvelables au niveau mondial pour se situer à des niveaux très compétitifs, contrairement aux intrants fossiles dont les prix sont fluctuants et imprévisibles à long terme.

L'objet de cette étude est d'évaluer l'impact sur la balance commerciale et le stock des réserves de devises de cette augmentation de la part de la puissance installée en énergies renouvelables entre 2019 et 2030.

A partir d'une estimation de la production d'électricité d'origine thermique qui serait économisée suite à cette transition, il ressort un gain en termes d'importations d'énergies fossiles de près de 4,2 millions de TEP (Tonne Equivalent Pétrole). La valeur de ce gain serait d'un peu plus de 8,5 milliards de dirhams, soit l'équivalent de 11,2% des importations énergétiques (y compris les importations d'électricité) de 2019. En point du PIB de 2019, les gains réalisés en termes de compte courant seraient de près de 0,7 point. Ce surplus évalué à 890 millions de dollar représenterait un apport de 0,4% des avoirs extérieurs nets de Bank Al Maghrib de 2019.

Etude d'impacts de la hausse à 52% de la part des ENR dans le mix électrique à l'horizon 2030 sur la croissance économique et les émissions CO2

DAROUICH NAIMA
AIT FARAJI SAID

L'objectif de ce projet est d'estimer, à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable dynamique, les impacts économiques et en termes d'émissions de CO2 de la hausse de la part des énergies renouvelables dans la production de l'électricité à l'horizon 2030.

La Matrice de Comptabilité Sociale en base 2015 constitue le cadre comptable de ce modèle. Pour ce qui est du développement du modèle, il a été procédé à la désagrégation des produits fossiles et de la branche "Electricité, gaz et chaleur" par technologie de génération d'électricité, s'en est suit la modélisation de la fonction de production électrique par type de technologie. Quant à la modélisation spécifique aux produits et branches énergétiques, elle est en phase de finalisation.

La version statique du MEGC a servi pour tester la simulation d'une hausse de la part des ENR dans le mix électrique de 52% à l'horizon 2030 et a donné des résultats encourageants.

Sécurité hydrique au Maroc : Défis actuels et prospectifs et principaux leviers pour une politique hydrique soutenable

TAKANI KARIMA

Eu égard à son importance stratégique pour un développement durable de notre pays, la sécurité hydrique a toujours été placée au cœur des préoccupations politiques au plus haut niveau de l'Etat. C'est dans ce cadre qu'une étude a été entamée par la DEPF visant à réaliser un diagnostic stratégique de la gestion du secteur de l'eau et examiner les défis prospectifs y afférents.

Pour ce faire, ce travail s'articule autour de deux parties : la première porte sur l'analyse des différentes dimensions de la gestion du secteur de l'eau dont en particulier les approches adoptées pour le maintien perpétuel de l'équilibre actuel et future entre l'offre et la demande en ressources hydriques ainsi que les modalités de gouvernance du secteur. Quant à la seconde partie, elle concerne l'examen des enjeux prospectifs fondamentaux auxquels fera face le secteur de l'eau par rapport notamment à l'adaptation à la contrainte climatique et sa prise en compte dans la conception des politiques du secteur, les possibilités offertes (en lien en particulier avec la politique de tarification de l'eau) pour garantir la viabilité financière d'une gestion efficace du secteur ainsi que les marges de manœuvre non encore prospectées. Ces dernières se manifestent en termes d'amélioration de la gouvernance au niveau du secteur (notamment en lien avec les modalités d'intégration des différentes parties prenantes dans la conception des politiques), et la coordination de la gestion du secteur horizontalement (inter-ministères) et verticalement (entre les différents échelons territoriaux)).

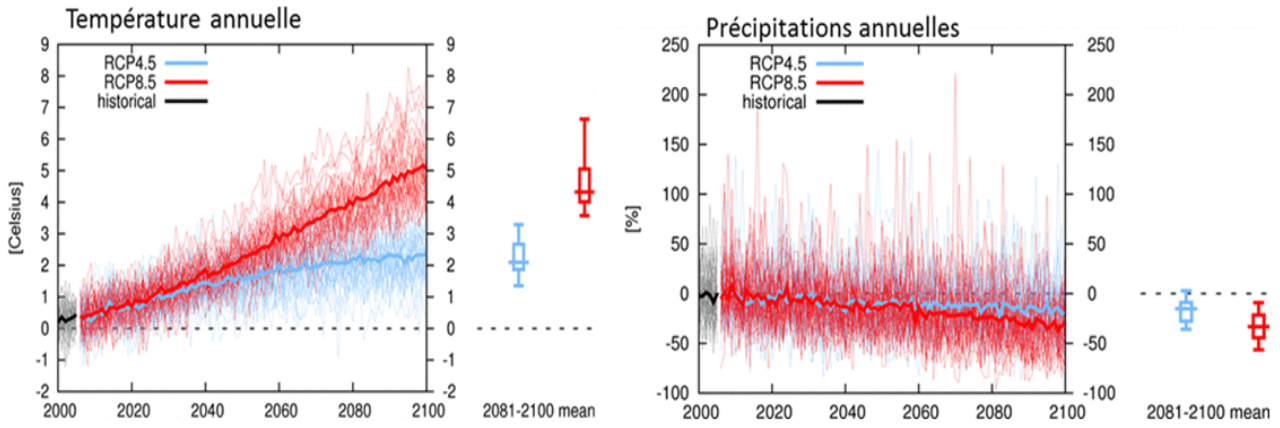
Le Maroc à l'épreuve du changement climatique : situation, impacts et politiques de réponse dans les secteurs de l'eau et de l'agriculture

ATTIOUI ABDELALI | OUKESSOU TAOUFIQ
LOUALI AZIZ | TAKANI KARIMA

De par les enjeux que soulève le changement climatique pour la soutenabilité de la trajectoire de développement de l'économie marocaine et dans l'objectif d'anticiper les risques prospectifs induits par cette problématique multidimensionnelle, un Policy Brief a été élaboré intitulé « le Maroc à l'épreuve du changement climatique : situation, impacts et politiques de réponse dans les secteurs de l'eau et de l'agriculture ». Ce travail, qui a été réalisé par la DEPF en collaboration avec l'Agence Française de Développement (AFD), la Direction Générale de la Météorologie (DGM), la Direction de la Recherche et de la Planification de l'Eau (DRPE), la Fondation Initiative AAA, ainsi

que l'Institut Méditerranéen de Biodiversité et d'Ecologie marine et continentale (IMBE), s'inscrit dans le cadre du projet d'évaluation des impacts de différents scénarios climatiques sur l'économie marocaine à l'horizon 2050[1].

Anomalies de température (°C) et précipitations (%) moyennes annuelles au Maroc par rapport à la moyenne sur 1986-2005, simulées par différents modèles climatiques globaux



Lecture : Chaque ligne correspond à un modèle, les lignes en gras à la moyenne multi-modèles. La barre horizontale des boîtes à moustaches représente la valeur médiane en 2081-2100. Figures générées à partir des simulations CMIP5. (https://climexp.knmi.nl).

Ce travail met en exergue l'engagement volontariste de notre pays pour faire face à cette donne et les réponses stratégiques entreprises particulièrement dans les deux secteurs les plus exposés, en l'occurrence, l'eau et l'agriculture. Il a également mis la lumière sur les bases de la démarche de modélisation des impacts macroéconomiques du changement climatique en explicitant les canaux de transmission d'un choc agricole et les deux approches hydro-agricole et macro-économique sous-jacentes.

[1] Ce projet qui s'appuie sur une adaptation, au contexte marocain, de l'outil de modélisation « General Monetary and Multisectoral Macrodynamics for the Ecological Shift : GEMMES » développé par l'AFD, est conçu selon une démarche entre pairs de co-construction et de mobilisation de l'expertise marocaine, française et internationale. Il s'inscrit dans l'objectif d'éclairer la décision et l'action publiques en matière de formulation, d'accompagnement et d'évaluation de politiques publiques visant à prospecter les réponses appropriées à même de faire face aux effets néfastes du changement climatique sur l'économie nationale.

CHAPITRE VIII

RENFORCEMENT DES LIENS DE COOPERATION DE LA DIRECTION

L'année 2020 s'est particularisée par la collaboration avec un large éventail de partenaires à l'échelle internationale et nationale.

Conférence : Analyse de la transformation de l'économie marocaine : une nouvelle grille conceptuelle

23 janvier 2020

Dans le cadre de son cycle de rencontres consacré aux questions ayant trait, entre autres, aux dimensions économiques pertinentes du modèle de développement national, et dans le but d'enrichir la réflexion et élargir le débat sur le processus de transformation structurelle de l'économie marocaine, la DEPF a organisé, le jeudi 23 janvier 2020 une conférence sur le thème : « Analyse de la transformation de l'économie marocaine : une nouvelle grille conceptuelle ».

Animée par Monsieur Bernard BILLAUDOT, professeur émérite à l'Université Grenoble Alpes (France), ce séminaire s'est attelé, à travers une grille d'analyse innovante, à mettre en exergue le mode d'insertion du Maroc à l'économie mondiale et les implications qui en découlent sur la trajectoire globale de notre pays.

Cette rencontre s'est enrichie de la participation de hauts responsables des différentes Directions du MEFRA, des représentants d'organismes internationaux et de praticiens en provenance des départements ministériels et des institutions nationales.

Quelles politiques publiques pour éviter la trappe à revenu intermédiaire ?

11 février 2020

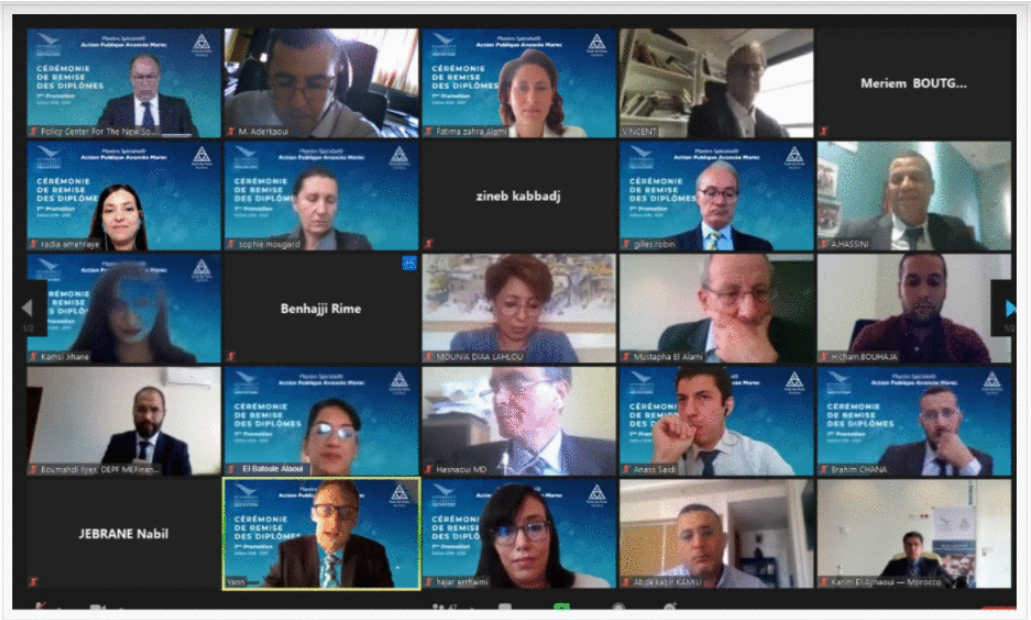
La coopération entre la DEPF et le Policy Center of the New South (PCNS) a porté, en 2020, sur l'organisation d'une conférence sous le thème : « Croissance économique et perspectives d'emploi au Maroc : les politiques publiques pour éviter la trappe à revenu intermédiaire », objet du dernier ouvrage de Monsieur Emmanuel Pinto MOREIRA, Directeur du Département des Economies-pays de la Banque Africaine de Développement (BAD).

Ce séminaire a eu pour principal objectif d'explorer et discuter les conclusions de l'auteur sur les perspectives de croissance et d'emploi au Maroc dans un contexte international en rapide évolution, marqué par une concurrence accrue des économies à bas salaires et par une automatisation croissante des emplois peu qualifiés, et en particulier, à l'aune de l'engagement national d'édification d'un nouveau modèle de développement économique. En ce sens, le séminaire a visé, dans une logique constructive, à animer et enrichir le débat sur les caractéristiques du modèle de croissance proposé et sur les effets à moyen terme des politiques suggérées sur la croissance, l'emploi et le chômage au Maroc.

Cette rencontre s'est enrichie de la participation de hauts responsables des différentes Directions du MEFRA, de la représentante de la BAD au Maroc, des représentants d'organismes internationaux (la Banque mondiale, UE, UNICEF …) et de praticiens en provenance des départements ministériels et des institutions nationales (IRES, Banque Centrale, CESE, ONDH, ANDA, …).

Nouvelle diplomation de cadres de la DEPF par l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées et l'Université Mohammed 6 Polytechnique

19 octobre 2020



Dans le cadre de sa politique de renforcement de ses compétences, trois cadres de la DEPF ont obtenu courant cette année leur mastère spécialisé, Action Publique Avancée-MAROC, délivré par l'École Nationale des Ponts et Chaussées et l'Université Mohammed 6 Polytechnique. Il s'agit de Madame El Batoule Alaoui, chargée du suivi de l'évaluation des politiques économiques et sociales, de Monsieur Ilyes Boumahdi, chef du service des activités tertiaires et de l'économie du savoir et de Monsieur Anass Saidi, chargé des études économiques et major de la promotion.

Ce mastère offre aux cadres de l'administration la possibilité de se former à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques. Il dote, en effet, ses lauréats de compétences leur permettant de mieux appréhender la complexité de l'action publique en tenant compte des différents enjeux associés tant au niveau économique qu'environnemental, social et culturel. Ses modules diversifiés, dispensés par des intervenants à l'expertise révélée, allient la théorie à la pratique, la méthodologie et la connaissance ainsi que l'articulation des niveaux territorial et national de la gouvernance publique.

OCDE : les systèmes industriels en transition : quels changements dans la manufacture et les services après la Covid-19 ?

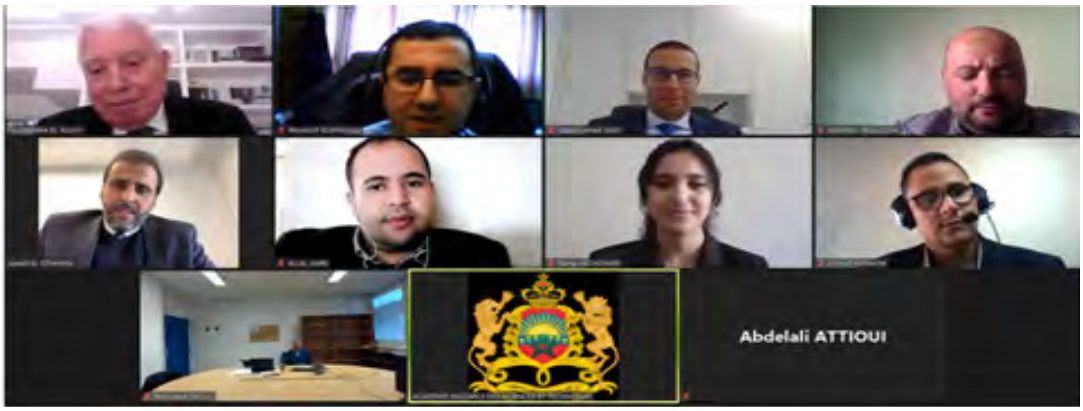
23 - 26 novembre 2020

Participant à la Réunion Plénière de l'Initiative de l'OCDE pour le Dialogue de Politique sur les Chaînes de Valeur Mondiales, la Transformation Productive et le Développement qui s'est déroulée en mode virtuel du 23 au 26 novembre 2020, la DEPF représentée par son Directeur M. ADERKAOUI, a présidé le 24 novembre la session : « les systèmes industriels en transition : quels changements dans la manufacture et les services après la Covid-19 ? »

Cette rencontre a été l'occasion pour M. ADERKAOUI de donner un bref aperçu sur les implications de la crise Covid-19 sur l'économie marocaine et sur la réponse inédite du Maroc et sa gestion proactive et novatrice du choc sanitaire.

Les échanges et discussions de cette rencontre ont, globalement, porté sur les mutations à l'œuvre dans le paysage industriel mondial dans le contexte de la crise Covid-19 marqué par une accélération des tendances de la double transition numérique et écologique, de relocalisation et de protectionnisme… Cette session a, également, esquissé les opportunités (émergence des chaines de valeur régionales…) et les enjeux du secteur industriel à l'ère du Post Covid (capital humain, inclusivité sociale, Green Deal…).

Renforcement des liens de coopération avec des organismes nationaux



Fruit de réflexion collégiale, la DEPF compte, également, à son actif plusieurs travaux réalisés en étroite collaboration avec d'autres organismes nationaux.

Système national d'information et de modélisation : fondements théoriques et enjeux de développement

La Direction a participé aux travaux du séminaire du système national d'information et de modélisation, de par son rôle précurseur depuis sa création, en mettant à contribution un vivier de compétences en vue d'apporter un éclairage sur les évolutions économiques et financières, présentes et futures, et d'évaluer les conséquences de certaines décisions de politiques publiques.

Académie Hassan II des sciences et techniques : douzième session de l'école académique « modélisation et prospective économique »

L'Ecole Académique "Modélisation et Prospective Economique" de l'Académie Hassan II des Sciences et Techniques a tenu, en mode virtuel, sa douzième session le 1er et le 2 décembre 2020. Cette Ecole thématique a pour objectif de promouvoir les travaux économétriques, de modélisation et d'analyse prospective, de contribuer à l'élaboration de programmes de recherche ayant pour but de produire, sur une base empirique, des formalisations de l'économie nationale et des études prospectives et stratégiques et de développer une expertise nationale dans les domaines de l'analyse macro et micro-économique et de l'évaluation des politiques économiques.

Les thématiques qui ont été retenues par cette session ont porté sur des questions liées aux politiques budgétaire, monétaire et de l'éducation et la croissance économique. Les présentations des doctorants ont été suivies par des débats très riches portant tout autant sur la nature des problématiques traitées, que sur les méthodologies utilisées et les techniques empiriques retenues.

Contribution aux travaux de la Commission Nationale sur le nouveau Modèle de Développement

La DEPF a pris part à l'audition organisée par la CSMD avec les directeurs du MEFRA. Présidée par M. le Secrétaire général, cette audition a été l'occasion de passer en revue les contours de la politique économique et financière actuelle et les leviers à déployer pour en renforcer l'efficience et l'efficacité à l'aune des nouveaux choix stratégiques qui sous-tendent le nouveau modèle de développement du Maroc à l'horizon 2035

Par ailleurs, le Directeur de la DEPF, M. Mounssif ADERKAOUI, a contribué à l'atelier de réflexion organisé par la CSMD, par le biais d'une communication qui a abordé les enjeux et les défis du monde post-Covid et les répercussions potentielles qui en découlent sur notre pays d'un point de vue macroéconomique et sectoriel. Des pistes de réflexion ont été avancées pour permettre au Maroc de se prémunir des risques et de saisir les opportunités qui accompagnent la nouvelle reconfiguration de l'économie mondiale qui se dessine à l'horizon.

CHAPITRE IX

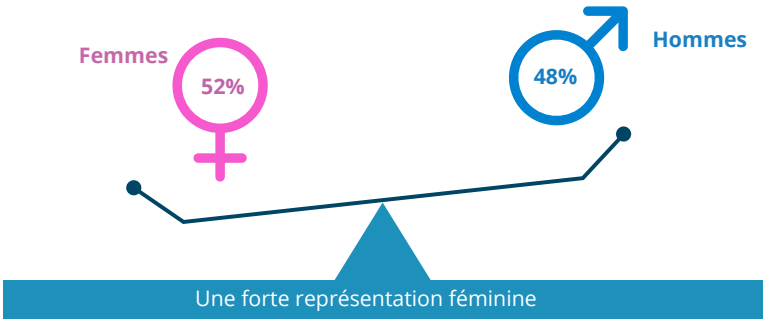
PROCESSUS DE MODERNISATION

Le processus de modernisation de la Direction s'est poursuivi en 2020 à travers la valorisation des ressources humaines, l'optimisation du système d'information et la consolidation de la communication digitale.

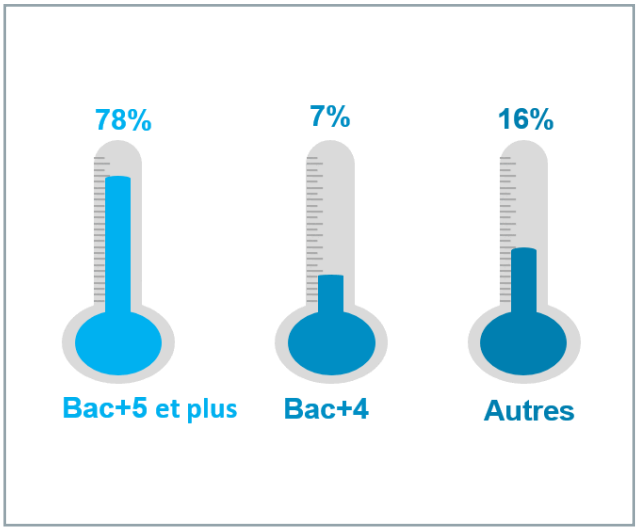
VALORISATION DES RESSOURCES HUMAINES

Le développement des compétences et la valorisation du capital humain au sein de la Direction est une préoccupation constante qui n'a d'égal que la poursuite constante de l'excellence et de la performance dans la production d'intelligence économique à des fins d'éclairage dans le domaine de la haute prise de décision au sein du MEFRA. Pour cela, un effort sans cesse croissant est déployé par la DEPF pour fructifier les compétences de ses ressources humaines, et ce, à travers un dispositif de formations adapté aux besoins réelles des cadres et le recours aux pratiques RH les plus efficaces pour le management des compétences.

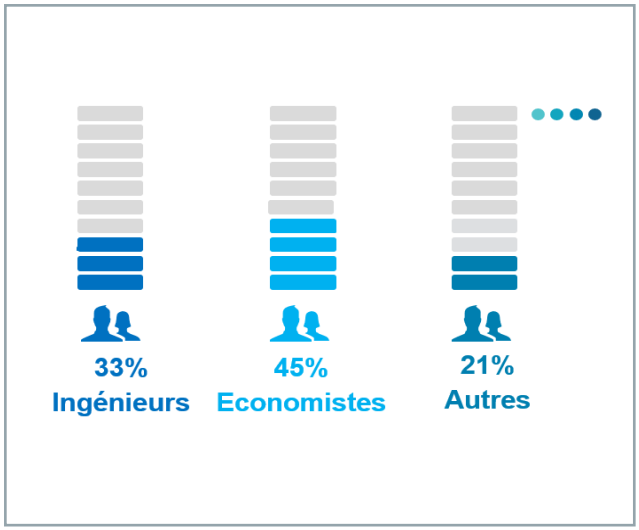
Au 31 Décembre 2020, la DEPF compte 90 agents, avec un taux de féminisation de 52%.



Effectif par niveau de formation



Profils diversifiés



Par rapport aux profils, les économistes et ingénieurs représentent respectivement 45% et 33%, soit un total de 79% de l'effectif de la Direction, le reste des profils est de 21%.

LES ACTIONS DE FORMATION EN FAVEUR DES CADRES

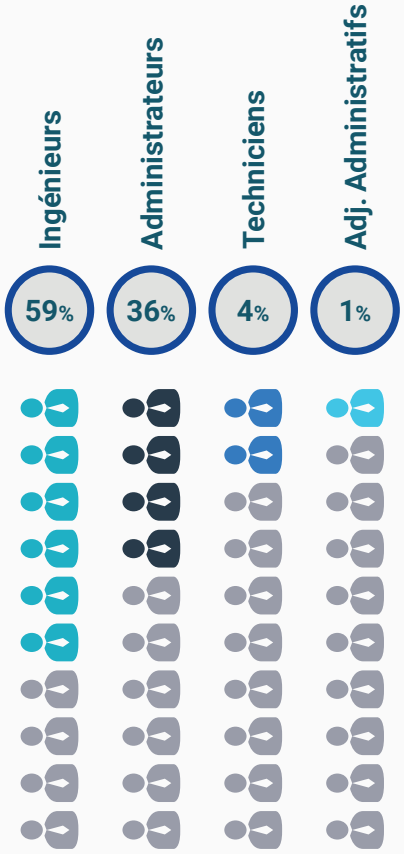
La DEPF a toujours accordé une importance particulière à la formation, comme axe stratégique et facteur de développement des compétences professionnelles et également comme moyen d'adaptation aux évolutions de ses métiers. L'année 2020 a été marquée par la pandémie sanitaire Covid-19, qui a influencé particulièrement l'activité de la formation par l'arrêt de toutes les actions de formations et stages en mode présentiel. Après la levée progressive du confinement, de nouvelles pratiques en matière de formation ont été adoptées et mise en place par le Ministère pour la reprise de l'activité formation.

Ainsi, une panoplie de catalogues de formation à distance offerts par plusieurs partenaires nationaux et internationaux a été mise à la disposition des cadres et responsables de la DEPF. Par ailleurs, les stages à l'étranger offerts dans le cadre de la coopération avec les organismes nationaux et internationaux, ont été arrêtés en mode présentiel. De plus, la DEPF a continué son cycle annuel de formation en interne par l'organisation de trois Workshop à distance.

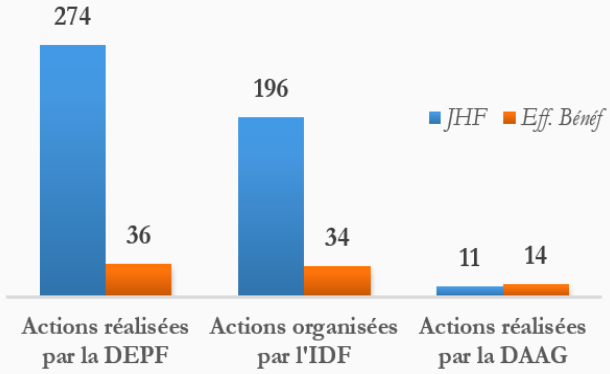
Durant l'année 2020, 52 bénéficiaires relevant de la DEPF, dont 11 responsables, ont participé à 27 actions de formations réalisées en interne, par voie de commande publique et aussi, dans le cadre de la coopération avec les institutions partenaires.

Les principaux indicateurs de formation afférant à l'exercice 2020, sont conformément au tableau de bord ci-après :

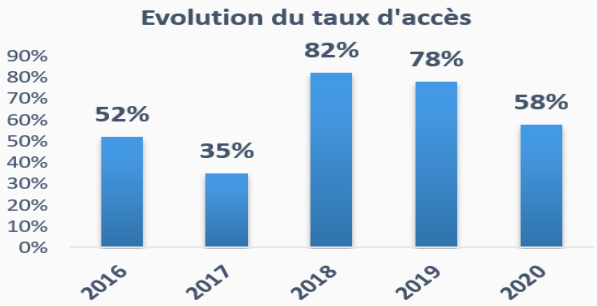
RÉPARTITION DES BÉNÉFICIAIRES PAR CATÉGORIE DU PERSONNEL



RÉPARTITION DES BÉNÉFICIAIRES PAR ORGANISATEUR DE FORMATION



EVOLUTION DU TAUX D'ACCÈS À LA FORMATION



FORMATION PAR GENRE EN 2020

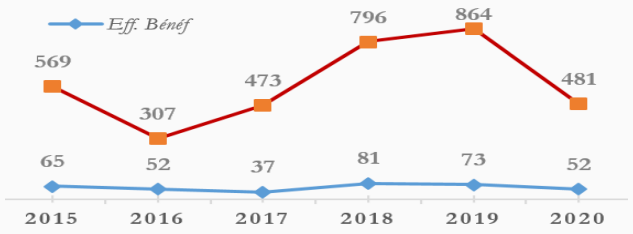
AXE DE FORMATION	EFFECTIF BÉNÉFICIAIRE	JHF	% DE JHF
Economie & Finances	42	405	84%
Langues	12	40	8%
SI & Informatique	11	26	6%
Management & Développement des Capacités	3	10	2%
Total	52	481	100%

52 bénéficiaire

11 responsables

41 cadres

ÉVOLUTION DES RÉALISATIONS (JHF/EFFECTIF) ENTRE 2015 ET 2020



OPTIMISATION DU SYSTÈME D'INFORMATION

Dans le cadre de l'optimisation et la modernisation de son système d'information, la DEPF continue le développement de sa banque de données, Manar-Stat, qui donne accès à un éventail de données économiques, financières et sociales sur l'économie marocaine collectées, classées et organisées par thèmes (comptes nationaux, finances publiques, données sectorielles, échanges extérieurs,). Cet infocentre enrichit continuellement le circuit de décision du Ministère et vient à l'appui des travaux élaborés au sein de la DEPF. Il englobe à la fois un entrepôt de stockage et un outil de partage de l'information statistique.

L'information au sein de la banque de données Manar-Stat est structurée selon une arborescence de domaines et sous domaines facilitant l'accès et la recherche de l'information. En outre, le contenu de Manar-Stat est régulièrement actualisé et enrichi par de nouveaux « datasets » couvrant un ensemble de thématiques qui intéressent la Direction (base de données territoriales, base de données genre, bases de données internationales, base de données météorologiques, un ensemble de micro données détaillées).

Parallèlement, et dans le cadre des études menées par la DEPF concernant le chantier de développement territorial, la Direction a développé un système d'informations intégrant des données territoriales relatives aux domaines économiques, sociaux et administratifs essentiellement par région et province et parfois par commune. La DEPF dispose également d'une base de données internationale regroupant un ensemble d'indicateurs socioéconomiques déclinés par thème, pays et par zone.

Dans ce sens, et à l'effet de développer ses moyens d'actions et assurer au mieux les missions qui lui sont confiées, en parfaite adéquation avec les mutations profondes générées par son environnement interne et externe, la DEPF a lancé en 2019 les travaux d'une consultation externe pour la mise à niveau de la plateforme des logiciels de système d'information géographique (SIG) existants, en amont du développement d'un nouveau SIG.

De plus, dans le cadre de l'extension et l'enrichissement de son système d'information, la DEPF a finalisé en 2020 le développement et la mise en ligne de sa plateforme décisionnelle « Manar Décisionnel ». Cette plateforme, de requêtage et reporting basés sur des datamarts et des Frameworks, a été conçue pour permettre aux utilisateurs d'explorer et d'interroger l'ensemble des bases de données et datasets d'une manière intuitive et sécurisée sur la même plateforme à l'aide de la technologie BI. Elle permet également l'automatisation des différents tableaux de bord produits par la Direction.

RENFORCEMENT DE LA COMMUNICATION DIGITALE

La DEPF a poursuivi activement sa politique de communication, en mettant à la disposition de son audience les travaux d'études et d'analyses réalisés via les canaux de transmission de l'information dont, notamment, le Site internet et le courrier électronique, twitter, facebook…

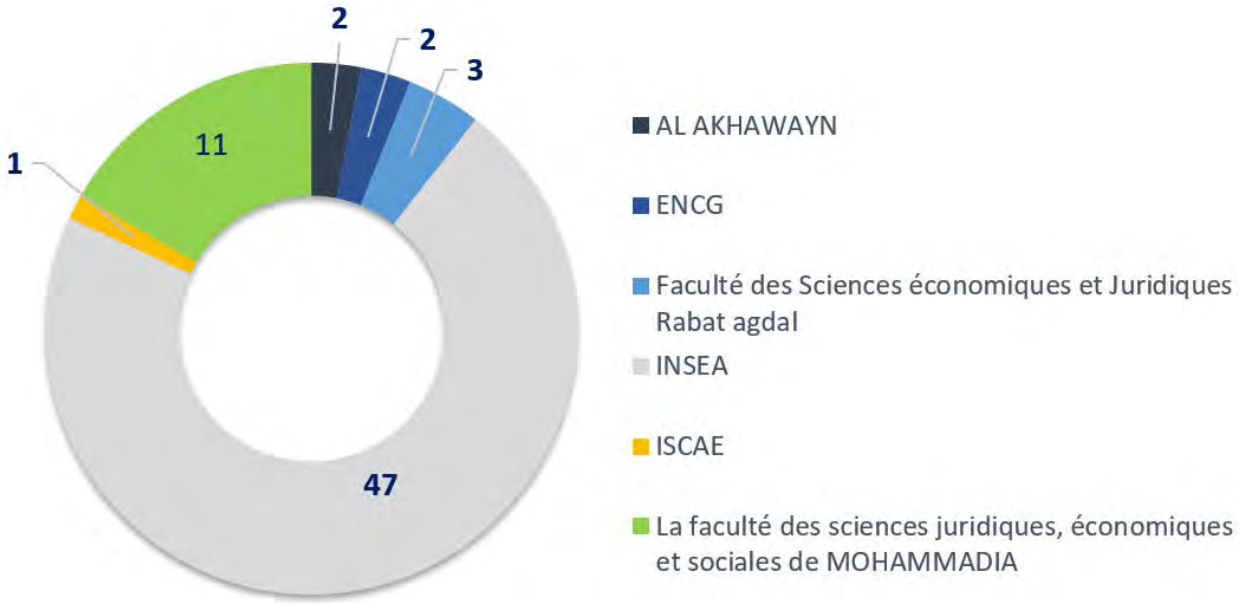
Site internet : Grâce à son ergonomie interactive et son contenu riche, le nombre d'utilisateurs pour l'année 2020 a atteint 11.433, les sessions ouvertes sont en nombre de 21.444.

Twitter : En 2020, le compte twitter de la DEPF a connu une montée en puissance, le nombre d'abonnés a atteint 314 abonnés (le double presque par rapport à 2019) avec 1.755 visites du profil.

ACCOMPAGNEMENT ET ENCADREMENT DES STAGIAIRES

La DEPF contribue chaque année à l'encadrement d'étudiants provenant de différentes universités et écoles. L'année 2020 a connu l'encadrement de 66 stagiaires qui ont traité des thématiques touchant plusieurs domaines : La macroéconomie, le marché financier et des capitaux, l'inclusion financière, la modélisation économique, la politique sociale, etc...

Répartition de l'effectif encadré par école ou unversité



2020

RAPPORT D'ACTIVITE

DIRECTION DES ETUDES ET DES PREVISIONS FINANCIERES

CONTACT

Adresse

DEPF
Boulevard Mohamed V. Quartier Administratif,
Rabat-Chellah Maroc

Téléphone

(+212) 5 37.67.74.15/16

Online

Email : depf@depf.finances.gov.ma
Site web: depf.finances.gov.ma